

**Faculté des sciences économiques,
sociales, politiques et de communication
École des sciences politiques et sociales (PSAD)**

De la présidence de George Walker Bush à l'opération *Iraqi Freedom* : idéologie, influence et échec du nation-building

Auteur : Houssaïni Ethan

Promoteur : Aït-Chaalal Amine

Lecteur : Struye de Swielande Tanguy

Année académique 2025-2026

Master en sciences politiques, option relations internationales

*« La guerre, un massacre de gens qui ne se connaissent pas,
au profit de gens qui se connaissent mais ne se massacrent pas ».*

Paul Valéry

Déclaration sur l'honneur – Plagiat et IA

Je reconnais avoir eu recours à l'intelligence artificielle (IA) pour m'accompagner dans le processus d'écriture de ce texte, en m'aidant à peaufiner le style, vérifier la syntaxe et corriger les éventuelles fautes d'orthographe. Toutefois, il est nécessaire de préciser que l'IA n'a pas rédigé de texte de façon autonome. Son utilisation fut faite pour affiner la qualité de cette production et non comme un substitut à ma propre réflexion.

Toutes les informations (idées, phrases, graphes, cartes, tableaux, ...) empruntées ou faisant référence à des sources primaires ou secondaires sont référencées adéquatement selon la méthode universitaire en vigueur. Je déclare avoir pris connaissance et adhérer au *Code de déontologie pour les étudiants* en matière d'emprunts, de citations et d'exploitation de sources diverses et savoir que le plagiat constitue une faute grave.

Fait le 30 mai 2026,

Par Houssâini Ethan.

Remerciements

À l'heure où j'écris ces lignes, mon parcours universitaire touche à sa fin. Durant ces cinq années, j'ai beaucoup appris, tant sur le plan académique que personnel. Une grande partie de ce savoir, je la dois aux nombreux professeurs que j'ai eu la chance de rencontrer. Il me serait impossible de les remercier un à un ; je leur dédie donc humblement ce travail. Plus personnellement, j'aimerais adresser quelques mots à celles et ceux qui ont marqué ce chemin. À mon promoteur, Monsieur Amine Ait-Chaalal, merci pour votre bienveillance, votre disponibilité et la richesse de vos réflexions. Vous serez un de ces professeurs dont je me souviendrai encore dans 60 ans.

À mon papa, merci pour le jeune homme que je suis devenu. Tu as toujours été mon plus grand modèle et je te serai éternellement reconnaissant pour tout ce que tu m'as transmis. À ma maman ainsi qu'à mes grands-parents, je vous dois cette joie de vivre qui m'accompagne chaque jour. Merci pour votre amour. À ma belle-mère, Mattéo, Alya, Noeh et Oumayya : on ne choisit pas sa famille, mais on apprend à l'aimer. Merci d'être présent dans ma vie.

À toi, Bouma. Je n'ai pas eu la chance de te connaître aussi longtemps que je l'aurais souhaité, Dieu décida de te rappeler auprès de Lui. Pourtant, ton souvenir ne m'a jamais quitté. Ta douceur et ta gentillesse resteront à jamais gravées dans mon cœur. À mes amis, chaque personne est unique. Merci d'avoir eu la chance de grandir à vos côtés.

Enfin, j'aimerais me remercier. Pour les moments de bonheur comme pour les périodes de doute. Pour les réussites comme pour les échecs. C'est à travers chacun de ces instants que j'ai évolué. Le petit Ethan que j'étais en primaire serait fier de voir ce que je suis devenu.

« Merci pour les roses, merci pour les épines¹ ».

¹ Citation de Jean d'Ormesson.

Liste des abréviations

ADM : Arme de Destruction Massive

AEI : American Enterprise Institute

ACDA : Arms Control and Disarmament Agency

AIEA : Agence Internationale de l'Énergie Atomique

CPA : Coalition Provisional Authority

CSNU : Conseil de sécurité des Nations Unies

CIA : Central Intelligence Agency

CoS : Chief of Staff

CEO : Chief Executive Officer

DPG : Defense Planning Guidance

DoD : Department of Defense

DIA : Defense Intelligence Agency

FPA : Foreign Policy Analysis

GWOT : Global War on Terrorism

NSS : National Security Strategy

NSC : National Security Council

NED : National Endowment for Democracy

ONU : Organisation des Nations Unies

OEO : Office of Economic Opportunity

OTAN : Organisation du Traité de l'Atlantique Nord

OSP : Office of Special Plans

OIF : Operation Iraqi Freedom

ORHA : Office for Reconstruction and Humanitarian Assistance

PTSD : Post-Traumatic Stress Disorder

PNAC : Project for the New American Century

RI : Relations internationales

S/P : Policy Planning Staff

SALT : Strategic Arms Limitation Talks

URSS : Union des Républiques socialistes soviétiques

USAID : United States Agency for International Development

VP : Vice-président

Table des matières

Introduction.....	8
Chapitre 1 : La politique étrangère états-unienne jusqu'au 11 septembre 2001.....	12
1. Le Moyen-Orient et le régime baasiste dans la stratégie de Washington.....	12
2. Mise à jour de la politique étrangère suite aux attentats.....	18
Chapitre 2 : Le président Bush.....	21
1. Son parcours de vie.....	21
2. Le style décisionnel du président.....	25
3. La doctrine Bush.....	28
Chapitre 3 : L'équipe décisionnelle.....	34
1. Les Vulcains : entre tensions et rapprochement.....	34
2. Les acteurs clés.....	37
2.1. Dick Cheney.....	37
2.2. Condoleezza Rice.....	40
2.3. Colin Powell.....	42
2.4. Donald Rumsfeld.....	44
2.5. Paul Wolfowitz.....	46
Chapitre 4 : Les idéologies qui ont influencé l'administration.....	48
1. L'exceptionnalisme.....	48
2. Le néoconservatisme.....	51
Chapitre 5 : Les modèles décisionnels dans l'administration Bush.....	54
Entre collégialité et hiérarchisation.....	54
Chapitre 6 : Bush s'en va-t-en guerre.....	60
1. Les préparatifs de l'opération.....	60
2. L'après-guerre.....	63
3. Débaasification et chaos.....	68
Conclusion.....	70
Bibliographie.....	72

Introduction

« Dans ce temple des Nations Unies, nous sommes les gardiens d'un idéal, nous sommes les gardiens d'une conscience. La lourde responsabilité et l'immense honneur qui sont les nôtres doivent nous conduire à donner la priorité au désarmement dans la paix² ».

Par ces mots prononcés le 14 février 2003 devant le Conseil de sécurité des Nations Unies (CSNU), Dominique de Villepin, alors ministre français des Affaires étrangères, exhorte les États-Unis à mettre fin à l'escalade avec l'Irak de Saddam Hussein et à privilégier la voie diplomatique. Quelques jours auparavant, le 5 février 2003, le secrétaire d'État américain Colin Powell avait pourtant présenté devant cette même institution une fiole censée représenter symboliquement de l'anthrax³, ainsi que des enregistrements audio et divers éléments du renseignement destinés à prouver que le régime irakien détenait des armes de destruction massive (ADM) et constituait une menace imminente pour la sécurité internationale.

Quelques semaines plus tard, le 20 mars 2003, sans obtenir l'approbation des Nations Unies, les États-Unis lancèrent l'*Operation Iraqi Freedom* (OIF), dans le but de désarmer l'Irak et de renverser le gouvernement baasiste. En quelques semaines seulement, la capitale Bagdad tomba et le régime arabe s'effondra sous la supériorité militaire américaine. Pourtant, derrière cette rapide victoire, arrivèrent les problèmes.

² De Villepin Dominique, « Discours au Conseil de sécurité des Nations Unies », Le Mouvement, 14 février 2003, sur la page <https://lemouvement.net/wp-content/uploads/2023/01/Discours-de-Villepin.pdf>

³ L'anthrax est une poudre contenant des bactéries du bacille du charbon (*Bacillus anthracis*), susceptible d'être utilisée comme une arme biologique lorsqu'elle est propagée dans l'air. In Sacleux Arnaud, « Anthrax : l'affaire des enveloppes contaminées au bacille de charbon », National Geographic, 12 janvier 2022, sur la page <https://www.nationalgeographic.fr/histoire/anthrax-laffaire-des-enveloppes-contaminees-au-bacille-de-charbon>

Car si la guerre fut remportée sur le plan militaire, la paix, elle, allait progressivement échapper aux forces sur place. L'absence d'ADM, les difficultés de l'occupation, l'effondrement des structures étatiques irakiennes, l'émergence d'une insurrection armée ainsi que les fractures confessionnelles du pays transformèrent rapidement l'intervention en un conflit long, coûteux et déstabilisateur pour toute la région. Ce qui devait être une démonstration de puissance et une extension de la démocratie en Irak devint progressivement l'un des plus grands échecs stratégiques de la politique étrangère états-unienne, et certainement l'un des plus marquants de notre histoire contemporaine.

C'est dans ce contexte que s'est développé mon intérêt pour ce sujet. Depuis plusieurs années, je m'interroge sur la manière dont l'une des plus grandes puissances mondiales, sinon la principale au lendemain de la Guerre froide, a pu s'enliser en Irak. Quelles étaient les dynamiques à l'œuvre à cette époque ? Quels intérêts et quelles logiques ont conduit à une telle décision ? Dès lors, ce mémoire n'a pas pour objectif de dresser une liste exhaustive des conséquences de cette intervention militaire, mais cherche avant tout à comprendre les causes et raisons de cette invasion.

Afin d'éviter une étude trop vaste, cette recherche se concentrera principalement sur la période allant de l'arrivée de George Walker Bush à la Maison-Blanche en janvier 2001 jusqu'aux premières conséquences de l'occupation états-unienne, avec la mise en œuvre de la débaasification et la dissolution de l'armée irakienne en mai 2003. De plus, ce travail s'intéressera plus particulièrement au fonctionnement interne du pouvoir exécutif, au rôle joué par les principaux membres du *War Cabinet*, ainsi qu'aux idéologies et perceptions qui ont influencé les décisions prises durant cette période.

À partir de ce cadre, plusieurs questions de départ ont guidé cette recherche. Comment l'administration Bush a-t-elle construit la perception de la menace irakienne après les attentats du 11 septembre 2001 ? Dans quelle mesure le passé du président, son style décisionnel et sa relation avec ses conseillers ont-ils influencé la décision finale ? Quel rôle les idéologies, notamment le néoconservatisme et l'exceptionnalisme de la nation, ont-elles joué dans l'élaboration de la doctrine Bush ? Comment expliquer l'écart entre les objectifs affichés par l'administration Bush et les conséquences concrètes de l'intervention sur le terrain ?

Toutefois, la réalisation de ce travail a soulevé plusieurs difficultés méthodologiques. La première tient à la complexité même du processus décisionnel états-unien. Une partie importante des discussions internes à l'administration Bush demeure encore aujourd'hui partiellement inaccessible ou n'est connue qu'à travers des témoignages rétrospectifs, parfois contradictoires. Cette difficulté est d'autant plus importante que les mécanismes de décision ayant conduit à l'invasion de l'Irak se sont souvent construits dans un climat d'urgence et d'émotion au lendemain des attentats.

Par ailleurs, les interprétations divergent fortement selon les sources mobilisées. Entre les récits produits par les responsables politiques, les enquêtes journalistiques, les travaux académiques ou encore les mémoires d'anciens membres de l'administration, les analyses diffèrent souvent en fonction des positionnements idéologiques et des objectifs poursuivis par leurs auteurs. Afin de répondre à cette difficulté, une attention particulière a été portée à la confrontation des sources, à leur contextualisation ainsi qu'à une mise à distance critique des discours étudiés.

Ce mémoire repose principalement sur une combinaison de sources académiques, institutionnelles et journalistiques. Les travaux de chercheurs spécialisés en politique étrangère, en *Foreign Policy Analysis* (FPA) et en relations internationales (RI) constituent la base théorique de cette étude. Parmi eux figurent notamment Robert Jervis, Charles-Philippe David, Tanguy Struye de Swielande ou encore Thomas Preston. De plus, des documents officiels, tels que les discours présidentiels, les *National Security Strategy* (NSS) de 2002 et 2006, certaines résolutions des Nations unies ainsi que plusieurs rapports institutionnels, ont également été mobilisés afin de comprendre les justifications officielles avancées par l'administration Bush pour légitimer l'opération militaire.

Concernant les citations et références anglophones, j'ai voulu rester le plus fidèle possible aux propos rapportés. Afin d'éviter toute déformation liée à la traduction, ce travail privilégiera les citations dans leur langue originale. Comme le rappelle l'adage « traduire, c'est trahir » (*traduttore, traduttore*)⁴, le maintien de certains passages en anglais permettra de préserver au mieux le sens, les nuances et la portée des formulations employées par les acteurs étudiés.

⁴ Nadeau Jean-Benoît, « Traduire, c'est trahir ? », L'actualité, 18 novembre 2020, sur la page <https://lactualite.com/societe/traduire-cest-trahir/>

Chapitre 1 : La politique étrangère états-unienne

jusqu'au 11 septembre 2001

1. Le Moyen-Orient et le régime baasiste dans la stratégie de Washington

Dès la fin de la Seconde Guerre mondiale, dans un contexte marqué par la rivalité avec l'Union des Républiques socialistes soviétiques (URSS), les États-Unis considèrent le Moyen-Orient comme une région hautement stratégique, à la fois en raison de ses ressources énergétiques et de ses tensions géopolitiques. Cette partie du monde est alors perçue comme un espace potentiellement vulnérable à la montée du communisme, notamment en raison du « vide de puissance⁵ » laissé par le recul des empires coloniaux européens, principalement français et anglais. Il convient donc aux yeux de Washington de combler le trou⁶.

Dans cette logique, les États-Unis développèrent une politique visant à soutenir par tous les moyens leurs alliés dans la région afin de préserver leurs intérêts stratégiques. Par ailleurs, le caractère autoritaire de certains régimes qu'ils soutiennent ne semble pas être pour eux un souci préoccupant⁷. Certains États de la région (comme Israël, la Jordanie, l'Arabie saoudite, etc) s'inscrivirent progressivement dans une démarche d'alignement, devenant des partenaires importants sur le plan politico-économique. Washington bénéficiant, à l'instar des anciennes puissances coloniales, d'un certain capital de sympathie dans la mesure où les États-Unis n'ont pas exercé de domination coloniale directe sur ces mêmes pays.

⁵ Gounin Yves, « Le diplomate et l'intrus », Politique étrangère, vol. 2, 2008, p. 282, sur la page <https://shs.cairn.info/revue-politique-etrangere-2008-2-page-1?lang=fr&tab=texte-integral>

⁶ Cela me fait penser à la célèbre maxime d'Aristote « La nature a horreur du vide » (horror vacui), où ce dernier affirmait que le vide ne pouvant exister dans l'Univers, tout espace inoccupé serait immédiatement comblé.

⁷ Ici, on peut notamment évoquer le soutien apporté à Mohammad Reza Pahlavi en Iran, à Hosni Mubarak en Égypte ou encore, de manière plus paradoxale, à Saddam Hussein durant la guerre Iran-Irak entre 1980 et 1988.

Mais au lendemain de la Guerre froide (1947–1991), les États-Unis se retrouvèrent dans une position assez inédite dans notre histoire contemporaine, ils devinrent le seul État hégémonique sans aucun rival direct. Ainsi, la disparition de l'URSS le 26 décembre 1991 mit un terme à la bipolarité qui structura les relations internationales pendant plusieurs décennies. Même si on ne peut pas affirmer que cet événement inaugura à lui seul une période d'unipolarité pour les États-Unis, Washington profita néanmoins de la situation pour avancer ses pions partout où l'occasion se présentait, devenant donc la principale puissance mondiale.

Dans ce nouveau contexte, la politique étrangère états-unienne ne se limita plus à contenir un adversaire unique mais chercha désormais à structurer les relations internationales en fonction de ses propres motivations. Le Moyen-Orient n'échappa guère à ce projet pour plusieurs raisons. Tout d'abord, la région concentre à elle seule une part importante des réserves énergétiques mondiales, en particulier le pétrole⁸ et le gaz. Washington fut persuadé qu'assurer un accès sécurisé à ces ressources était une condition sine qua non à la stabilité du monde⁹. Ensuite, le Moyen-Orient est marqué par une instabilité chronique liée à des rivalités régionales et des conflits interétatiques, en particulier le conflit israélo-palestinien. Car les États-Unis entretiennent des relations étroites avec plusieurs alliés de la région, Israël et l'Arabie saoudite en tête du classement, la protection de ces partenaires est essentielle. Cette protection ne se traduit pas uniquement par un appui militaire et diplomatique, mais suppose également une vigilance permanente à l'égard de toute puissance régionale susceptible de perturber un équilibre déjà instable.

⁸ En 2025, la région détenait 49,6 % des réserves mondiales de pétrole prouvées, soit 875 054 630 000 barils. In Worldometer « Réserves de pétrole par pays », sur la page https://www.worldometers.info/fr/petrole/reserves-petrole-par-pays/#google_vignette

⁹ Nous pouvons constater la justesse de cette analyse à travers l'actualité brûlante concernant le détroit d'Ormuz (écrit le 11 mai 2026).

À ce stade, l'Irak n'est pas encore perçu comme une menace mais plutôt comme une pièce d'un échiquier régional plus large. Durant la guerre Iran-Irak (1980-1988), le régime irakien fut même considéré, au moins partiellement pour Washington, comme un allié utile face au nouvel Iran révolutionnaire. « Alors que l'Iran n'a pour seul allié qu'Israël, l'Irak bénéficie du soutien des autres pays arabes, et de celui de puissances occidentales comme l'URSS, la France ou les États-Unis pour différentes raisons¹⁰ ».

Toutefois, cette entente cordiale est remise en cause lorsque Saddam Hussein décida d'envahir le Koweït le 2 août 1990. Face à cela, les Nations Unies condamnèrent fermement l'agression irakienne à travers une série de résolutions du Conseil de sécurité, à commencer par la résolution 660, qui « exige que l'Iraq retire immédiatement et inconditionnellement toutes ses forces pour les ramener aux positions qu'elles occupaient le 1^{er} août 1990¹¹ ».

Parallèlement à cette pression diplomatique, les États-Unis mirent en place une mobilisation militaire progressive dans la région du Golfe. Dès le 7 août 1990, l'*Operation Desert Shield* (Bouclier du désert) est lancée. Officiellement présentée comme une mission défensive destinée à protéger l'Arabie saoudite, dont l'intégrité territoriale est perçue comme menacée par la présence massive des forces irakiennes au Koweït, cette opération marque en réalité le début d'un vaste déploiement de troupes. Des troupes provenant de 38 pays engagés dans l'opération, ils formeront « la plus formidable coalition diplomatique et militaire depuis la Seconde Guerre mondiale¹² ».

¹⁰ La rédaction, « 22 septembre 1980 : L'Irak de Saddam Hussein attaque l'Iran », Revue des deux mondes, 22 septembre 2016, sur la page <https://www.revuedesdeuxmondes.fr/22-septembre-1980-lirak-de-saddam-hussein-attaque-liran/>

¹¹ Organisation des Nations Unies, « Résolution 660 », 6 août 1990, sur la page [https://docs.un.org/fr/S/RES/660\(1990\)](https://docs.un.org/fr/S/RES/660(1990))

¹² L'Orient-Le Jour, « Bouclier du désert : 200.000 soldats, 1200 chars et 760 avions », 31 juillet 2000, sur la page https://www.lorientlejour.com/article/426553/Bouclier_du_desert_%253A_200.000_soldats%252C_1200_chars_et_760_avions.html

Le 29 novembre 1990, le Conseil de sécurité adopta la résolution 678, qui autorise explicitement le recours à la force si le régime baasiste ne retire pas ses troupes du Koweït avant le 15 janvier 1991¹³. Cette décision est assez importante dans le sens où elle confère une base juridique à une possible intervention militaire. Mais lorsque l'ultimatum expira sans résultat satisfaisant, la coalition passa à l'action. L'offensive qui sera menée par les États-Unis, alors sous l'administration de George Herbert Walker Bush, visa non seulement à libérer le Koweït, mais aussi à réaffirmer le fait qu'aucun territoire ne peut être conquis par la force^{14,15}. Le 17 janvier 1991 débuta l'*Operation Desert Storm*, caractérisée dans un premier temps par des bombardements aériens visant à détruire les principales capacités de l'armée irakienne. Par la suite, fin février 1991, le commandement général lança une offensive terrestre comptabilisant 697 000 soldats états-uniens qui aboutira à la libération du Koweït le 28 février 1990.

Cependant, malgré la victoire rapide de la coalition, Washington décida de ne pas renverser le régime baasiste et de laisser Saddam Hussein au pouvoir. Cela peut, à première vue, paraître surprenant. Mais ce choix relève toutefois d'un calcul stratégique mûrement réfléchi par l'administration Bush père. À ce moment, plusieurs contraintes politiques pèsent sur les décideurs politiques et les incitent à limiter les objectifs de l'intervention à la seule libération du Koweït plutôt qu'à une marche sur Bagdad. D'une part, une avancée jusqu'à la capitale et un changement de régime risqueraient d'entraîner un effondrement de l'État irakien, avec à la clé une potentielle fragmentation du pays entre des différentes confessions ethniques ; tels que les sunnites, chiites et kurdes. Un tel scénario aurait pu déboucher sur une guerre civile, voire sur une déstabilisation régionale plus large.

¹³ Organisation des Nations Unies, « Résolution 678 », 29 novembre 1990, sur la page [https://docs.un.org/fr/S/RES/678\(1990\)](https://docs.un.org/fr/S/RES/678(1990))

¹⁴ Guisnel Jean, « Bush contre Saddam. L'Irak, les faucons et la guerre », Paris, La Découverte, 2003, p. 103.

¹⁵ En tous cas, quand cela les arrange ; à l'instar de l'invasion du Panama (1989-1990), ou des nombreux soutiens aux coups d'États en Amérique du Sud.

D'autre part, les États-Unis redoutèrent qu'un affaiblissement excessif de l'Irak ne profite à l'Iran, principal rival stratégique dans le Golfe depuis la révolution islamique de 1979. Dans cette optique, le maintien d'un Irak affaibli mais intact apparaissait préférable pour l'équilibre de la région dans son ensemble. Enfin, il convient de souligner que le mandat accordé par les Nations Unies se limita seulement à la libération du Koweït. D'un point de vue juridique, cela rend illégale toute extension d'un conflit vers un renversement de régime¹⁶.

Dans ce contexte bien particulier, les États-Unis ont préféré privilégier la stratégie du « *containment* ». Héritée des doctrines de la Guerre froide, cette approche issue de George Frost Kennan ne vise pas à éliminer immédiatement un ennemi, mais plutôt à maîtriser sa puissance d'action¹⁷. Dans notre cas, il s'agissait de neutraliser le régime irakien sans engager des coûts humains et économiques qu'impliquerait une occupation directe du pays. Concrètement, un régime de sanctions strictes sera imposé sous l'égide des Nations unies, limitant drastiquement les capacités commerciales et financières de l'Irak¹⁸. Mais dans le même temps, le régime sera accusé de contourner les sanctions par des réseaux de contrebande pétrolière, ce qui lui permettrait de générer des revenus parallèles et d'atténuer les effets de l'embargo.

¹⁶ Helfont Samuel, « Comment la guerre du Golfe (1991) a façonné le nouveau monde », Revue Conflits, 24 mars 2021, sur la page <https://www.revueconflits.com/comment-la-guerre-du-golfe-1991-a-faconne-le-nouveau-monde-tnsr/>

¹⁷ Nordmann François, « Le retour du containment contre la Russie », Le Temps, 28 avril 2014, sur la page <https://www.letemps.ch/opinions/retour-containment-contre-russie?srsId=AfmBOooIMcQmHNbpMYqLWVQVLavyv44CFKLot041yumpKCCm3CVHIBAT>

¹⁸ Via le gel des avoirs irakiens à l'étranger, l'interdiction de commercer avec Bagdad, les coupures de liaisons aériennes et maritimes entraînant de graves pénuries pour les populations.

Au fil des années, les tensions entre l'Irak et les Nations unies s'intensifieront, notamment autour de la question du désarmement militaire. En 1997, la crise atteindra son paroxysme avec le retrait volontaire des inspecteurs de l'ONU¹⁹, accusant Bagdad de ne pas coopérer pleinement avec eux et de dissimuler certains programmes qui seraient liés à la confection d'ADM²⁰. De plus, en janvier 2001, Saddam Hussein orchestra une démonstration militaire diffusée à la télévision, et donc à l'international. Plusieurs observateurs étrangers ont interprété cela comme une tentative d'afficher le rétablissement de la puissance militaire du régime baasiste.

C'est dans ce contexte qu'émerge la situation paradoxale de l'après-1991. Bien que l'Irak sorte considérablement affaibli de la guerre, le régime de Saddam Hussein parvient néanmoins à se maintenir au pouvoir. Cela transforme rapidement la question irakienne en un « problème non résolu²¹ » pour les États-Unis. Loin de clore définitivement la question irakienne, la première guerre du Golfe aura pour conséquence de faire de ce vaste État un pays hostile à surveiller de près, et cela préparera en arrière-plan les conditions d'un basculement plus radical au début des années 2000.

¹⁹ Leur rôle était d'inspecter « les capacités biologiques et chimiques de l'Iraq ainsi que ses capacités en missiles pour ce qui est des armes nucléaires ». Communiqué de Presse « 1997 : Les situations politiques et humanitaires en Afrique demeurent au centre des préoccupations du Conseil de Sécurité », Nations Unies, 8 janvier 1998, sur la page <https://press.un.org/fr/1998/19980108.cs889.html>

²⁰ Reygada Luis, « Bagdad expulse les américains de l'UNSCOM », L'Humanité, 30 octobre 1997, sur la page <https://www.humanite.fr/-/-/bagdad-expulse-les-americains-de-lunscom>

²¹ Kefala Paraskevi, « L'opération Liberté pour l'Irak et ses conséquences sur la sécurité et la stabilité régionales », Études helléniques, 2006, sur la page <https://ejournals.lib.uoc.gr/hellst/article/view/703/618>

2. Mise à jour de la politique étrangère suite aux attentats

Les attentats du 11 septembre 2001 constituèrent un choc sans précédent pour le peuple états-unien ainsi que pour la jeune administration du président George Walker Bush, en fonction depuis seulement quelques mois. Ce jour-là, quatre avions de ligne sont détournés par 19 membres de l'organisation terroriste Al-Qaïda, dirigée par Oussama ben Laden. Deux avions sont projetés contre les tours du World Trade Center à New York, provoquant leur effondrement quelques heures plus tard. Un troisième avion s'écrase sur le Pentagone, centre névralgique du commandement militaire. Le quatrième appareil, dont la cible probable était soit le Congrès soit la Maison-Blanche, s'écrase finalement dans un champ en Pennsylvanie après la révolte des passagers. Au total, ces attaques causèrent la mort de 2 977 personnes et firent des milliers de blessés, marquant profondément le pays et l'opinion publique mondiale²². Le choc est tel que, encore aujourd'hui, une grande partie des personnes ayant vécu ces événements sont capables de se souvenir précisément de l'endroit où elles se trouvaient et de ce qu'elles faisaient au moment où elles ont appris la nouvelle.

Longtemps convaincus de leur sécurité géographique et militaire, les États-Unis prennent soudainement conscience de leur vulnérabilité face au terrorisme et aux agressions non conventionnelles. Depuis les bombardements de Pearl Harbor le 7 décembre 1941, le territoire n'avait plus été la cible d'une telle attaque. Mais au-delà du bilan humain, ces attentats se distinguent aussi par leur dimension symbolique. En effet, les cibles ne furent pas choisies au hasard, celles-ci incarnaient la puissance du pays. Le World Trade Center représentait la puissance économique tandis que le Pentagone symbolisait la puissance militaire. C'est l'image même de la suprématie états-unienne qui fut touchée²³.

²² Pautet Arnaud, « 11 septembre 2001. Les attentats de New-York et Washington », Histoire du Monde contemporain, 2019, sur la page <https://shs.cairn.info/histoire-du-monde-contemporain--9782746751095-page-264?lang=fr>

²³ Baranets Élie, Quessard Maud, « 11-septembre : Les leçons géopolitiques, 22 ans après », Institut des hautes études de défense nationale, 10 septembre 2023, sur la page <https://ihedn.fr/lundis-de-lihedn/11-septembre-les-lecons-geopolitiques-22-ans-apres/>

Pour les responsables du renseignement, notamment le directeur de la CIA George Tenet et le coordinateur de la lutte antiterroriste Richard Clarke, l'attribution des attentats au groupe terroriste Al-Qaïda ne fait aucun doute. Depuis plusieurs années, en particulier après les attentats simultanés le 7 août 1998 contre les ambassades états-uniennes au Kenya et en Tanzanie, les services de renseignement surveillaient étroitement Ben Laden et redoutaient une attaque imminente contre leur territoire²⁴. Pour l'administration Bush, ces événements changèrent drastiquement la donne. Avant le 11 septembre, la politique du président était caractérisée par une volonté de réduire les engagements diplomatiques et militaires à l'étranger. Durant sa campagne présidentielle de 2000, Bush plaidait pour une posture internationale plus modérée et pour un usage limité de la force. Il se montrait opposé à l'idée d'imposer les valeurs états-uniennes de manière coercitive. Lors du débat du 11 octobre 2000 face à Al Gore, Bush disant en ce sens : « If we're an arrogant nation, they'll resent us. If we're a humble nation, but strong, they'll welcome us²⁵ ». Mais dans les jours qui suivirent les attentats, Bush adopta un discours de fermeté et annonça le lancement d'une « Global War on Terrorism » (GWOT²⁶).

Cette nouvelle doctrine plaça la sécurité nationale en priorité et conduisit rapidement à l'intervention militaire d'Afghanistan en 2001, afin de renverser le régime des Talibans accusé d'avoir protégé Al-Qaïda. L'administration Bush « abandonna alors sa posture initialement prudente, voire isolationniste, au profit d'une orientation plus interventionniste »²⁷. Les attentats ont également renforcé le pouvoir politique de l'exécutif. Par la suite, Bush bénéficia d'un large soutien de l'opinion publique et du Congrès, ce qui lui permit de faire adopter rapidement de nouvelles mesures sécuritaires. Notamment le Patriot Act²⁸ qui étendit les capacités de surveillance des agences fédérales sur la population.

²⁴ Pautet Arnaud, « 11 septembre 2001. Les attentats de New-York et Washington », Histoire du monde contemporain, 2019, sur la page <https://shs.cairn.info/histoire-du-monde-contemporain--9782746751095-page-264?lang=fr>

²⁵ Commission on Presidential Debates, « October 11, 2000 Debate Transcript », 11 octobre 2000, sur la page <https://www.debates.org/voter-education/debate-transcripts/october-11-2000-debate-transcript/>

²⁶ Feickert Andrew, « U.S. military operations in the Global War on Terrorism: Afghanistan, Africa, the Philippines, and Colombia », Congressional Research Service, Library of Congress, 4 février 2005, sur la page https://www.everycrsreport.com/files/20050204_RL32758_4791bcc63ed04c6773a565bac21626f7618d549b.pdf

²⁷ Taheri Amir, « George Bush et l'axe du mal », Politique internationale, n°96, 2002, sur la page <https://politiqueinternationale.com/revue/n96/article/george-bush-et-laxe-du-mal>

²⁸ La loi fut promulguée le 26 octobre 2001, 45 jours après les attentats.

De plus, la question terroriste sera progressivement mise en avant à travers les discours du président. Petit à petit, on assistera à un glissement sémantique important. L'ennemi n'est plus uniquement constitué de groupes terroristes, mais inclut également les États susceptibles de les soutenir. Nous le verrons plus tard dans cette analyse, mais cette évolution s'accompagnera aussi d'un rapprochement entre les positions de Bush et celles des néoconservateurs. Ces derniers profiteront du contexte post-11 septembre pour influencer durablement la politique étrangère de leur pays. C'est dans ce cadre que l'Irak entrera dans le groupe très restreint des « *Rogue States*²⁹ ». Bien que le régime de Saddam Hussein ne soit pas directement impliqué dans les attentats, il est présenté par l'administration Bush comme un danger en puissance pour l'équilibre mondial. Cette perception reposa notamment sur les soupçons d'ADM, sur des liens supposés (mais largement contestés) avec Al-Qaïda³⁰, ainsi que sur la nature autoritaire et imprévisible du régime. En soi, l'intervention militaire de 2003 peut être vue comme une extension de la réponse états-unienne aux attentats.

On peut citer ici la lettre du « Project for the New American Century » (PNAC) au président Bush, disant : « It may be that the Iraqi government provided assistance in some form to the recent attack on the United States. But even if evidence does not link Iraq directly to the attack, any strategy aiming at the eradication of terrorism and its sponsors must include a determined effort to remove Saddam Hussein from power in Iraq. Failure to undertake such an effort will constitute an early and perhaps decisive surrender in the war on international terrorism³¹ ».

²⁹ Ce terme définit de manière floue et subjective les États qui soutiennent le terrorisme. La notion fut développée par Ronald Reagan et mise à jour par Bush fils.

³⁰ AFP, « Le Pentagone avoue discrètement qu'il n'y avait pas de lien entre Saddam Hussein et Al-Qaïda », Le Monde, 13 mars 2008, sur la page https://www.lemonde.fr/ameriques/article/2008/03/13/le-pentagone-avoue-discretement-qu-il-n-y-avait-pas-de-lien-entre-saddam-hussein-et-al-qaida_1022696_3222.html

³¹ Project for a New American Century, « Letter to President Bush on the War on Terrorism », 20 septembre 2001, sur la page https://militarist-monitor.org/images/uploads/PNAC_Letter_to_President_Bush_on_the_War_on_Terrorism.pdf

Chapitre 2 : Le président Bush

1. Son parcours de vie

George Walker Bush naquit en 1945 à New Haven dans le Connecticut, un État du nord-est historiquement associé à une élite financière et politique. Aîné d'une famille de six enfants, il a deux sœurs, dont Robin Bush, décédée quand elle avait trois ans à la suite d'une leucémie, et trois frères, dont John Ellis Bush (futur gouverneur de Floride) qui naît sept ans après lui. En 1959, la famille Bush quitta la côte Est pour Midland dans l'Ouest du Texas, où son père George Herbert Walker Bush est destiné à reprendre les affaires familiales. Ce fut un bon pari car ce dernier fit rapidement fortune dans le pétrole, et la famille s'installa dans un quartier très huppé de la ville. Bush parlera souvent de cette période comme l'une des plus heureuses de sa vie, à l'exception de la mort de sa sœur Robin³².

C'est également au contact de son père que George Bush junior découvre le monde de la politique. Il y est initié très tôt, accompagnant son père à tous ses meetings. Pourtant, rien n'indique que le futur président possède un intérêt particulier pour les relations internationales. Il semble relativement détaché des grands événements qui marquent son époque, qu'il s'agisse de la guerre du Vietnam ou encore de l'assassinat du président John Fitzgerald Kennedy le 22 novembre 1963³³. Pour autant, les échecs des premières expériences politiques de son père lui font prendre conscience que la politique est un milieu particulièrement hostile avec des adversaires qui peuvent se montrer impitoyables. Surtout quand il verra son père se faire discréditer pendant des années par ses adversaires. Ce dernier véhiculant l'image d'un homme d'affaires froid, ce qui joua contre lui lors de sa tentative d'élection au Sénat du Texas en 1964.

³² Bacharan Nicole, « On l'appelait George Bush... junior », L'Histoire, février 2004, sur la page <https://www.lhistoire.fr/on-lappelait-george-bush-junior>

³³ Reckinger Matthieu, « La politique étrangère américaine, entre fondamentalisme et pragmatisme : analyse de l'influence des convictions religieuses du président George W. Bush sur le déclenchement de la guerre en Irak (2003) », Louvain-la-Neuve, Mémoire de master, UCL, 2005, p. 37.

Alors qu'il achève ses études à Yale³⁴, puis à Harvard³⁵, on ne peut pas dire que l'aîné de la famille est un élève très studieux³⁶. Il aura plutôt, auprès de ses camarades, la réputation d'un étudiant qui aime la fête³⁷. Cela explique en partie ses résultats académiques peu flatteurs. Il en plaisantera d'ailleurs lui-même en 2001, lors d'un discours célébrant le 300^e anniversaire de Yale University : « To the C students, I say : you too can be president of the United States³⁸ ».

Après sa diplomation, il tentera diverses expériences professionnelles avec l'aide de quelques amis de son père, mais cela sans succès. Quelques temps après le premier choc pétrolier en 1973, il décida de suivre les traces de son père et de se lancer dans l'exploitation pétrolière. Pour cela, alors âgé de 31 ans, il décide de retourner au Texas et de fonder sa première société : Arbusto Energy (Arbusto signifie Bush en espagnol)³⁹. Deux ans plus tard, il fit ses premiers pas en politique en se portant candidat à la Chambre des représentants dans un district du Texas, mais cette entrée en politique se solda aussi par un échec. Du côté des affaires, on ne peut pas affirmer que la situation soit meilleure. Il ne devra la survie de son entreprise qu'à ses liens familiaux, car en 1986, Arbusto est rachetée par une grande compagnie pétrolière de Dallas, dont l'un des patrons, Philip Uzielli, est un ami de la famille. À cette période, Bush fils est souvent décrit comme un « failed businessman and a wannabe politician »⁴⁰.

³⁴ En 1973, il obtiendra un Bachelor of Arts in History

³⁵ En 1975, il décrochera également un Master of Business Administration

³⁶ David Charles-Philippe, « Au sein de la Maison Blanche : De Truman à Obama, la formulation (imprévisible) de la politique étrangère des États-Unis (3^{ème} édition) », Paris, Les presses de Science Po, 2015, p. 807.

³⁷ Membre de Delta Kappa Epsilon, des Skulls and Bones, etc.

³⁸ Fox News, « Self-Deprecating Bush Talks to Yale Grads », 21 mai 2001, sur la page <https://www.foxnews.com/story/self-deprecating-bush-talks-to-yale-grads>

³⁹ Reckinger Matthieu, « La politique étrangère américaine, entre fondamentalisme et pragmatisme : analyse de l'influence des convictions religieuses du président George W. Bush sur le déclenchement de la guerre en Irak (2003) », Louvain-la-Neuve, Mémoire de master, UCL, 2005, p. 38.

⁴⁰ Carnes Tony, « A presidential Hopeful Progress. The spiritual journey of George W. Bush starts in hardscrabble west Texas. Will the White House be his next stop ? », Christianity Today, 5 septembre 2000, sur la page <https://www.christianitytoday.com/2000/10/burning-bush-from-texas/>

Les années 1980 sont pour lui une des périodes les plus difficiles de sa vie. Alors que les affaires sont très difficiles, il a également des problèmes de couple avec sa femme Laura Welch. C'est alors qu'un événement imprévu arrivera dans la vie de Bush et va lui donner un nouveau départ. En 1985, à la suite d'un week-end de famille, ce dernier rencontra le pasteur Billy Graham⁴¹. À partir de là, George Bush décida de remettre Dieu au centre de son existence. Avant cela, il était certes croyant en étant protestant évangélique, mais il n'attachait pas beaucoup d'importance à sa religion. Cependant, il fut très touché par le serment de Graham et se convainquit lui-même qu'il deviendrait un nouvel homme⁴². Aussi impressionnant que cela puisse paraître, la conversion sembla avoir eu un effet décisif sur sa personnalité. Il devint plus sérieux et décida d'arrêter l'alcool, ceci étant la cause de ses disputes avec son épouse.

Quatre ans plus tard, en 1992, la défaite de son père aux présidentielles face au démocrate Bill Clinton l'incite à tenter à nouveau sa chance en politique. Avec l'aide de Karl Rove⁴³, il envisage de se faire élire gouverneur républicain du Texas en 1994. La campagne est difficile mais Bush fils parvient à séduire son électorat en jouant sur le thème du conservatisme et remporte les élections. On peut dire que les leçons des échecs de son père ont payé⁴⁴. Tout au long de ses deux mandats, sa cote de popularité ne cessera de croître, et c'est tout naturellement qu'il tente sa chance à la présidence de 1999.

⁴¹ On peut considérer Billy Graham comme la figure évangélique la plus importante de l'époque. Il a fait office de « conseiller spirituel » de nombreux présidents comme Johnson, Nixon ou encore Clinton.

⁴² Roach David, « George W. Bush : Billy Graham changed my life », Baptist Press, 26 février 2018, sur la page <https://www.baptistpress.com/resource-library/news/george-w-bush-billy-graham-changed-my-life/>

⁴³ Celui-ci sera plus tard un des principaux stratèges de campagne de Bush fils ainsi qu'un de ses conseillers, une fois ce dernier président

⁴⁴ En évoquant George Herbert Bush, il convient de s'attarder sur l'ampleur de son parcours politique et sur la diversité des fonctions qu'il a exercées. Élu représentant du Texas à la Chambre des représentants entre 1967 et 1971, il est ensuite nommé ambassadeur auprès des Nations unies de 1971 à 1973, avant de prendre la tête du Comité national républicain de 1973 à 1974. Il occupe par la suite le poste de directeur de la Central Intelligence Agency (CIA) entre 1976 et 1977, puis devient vice-président sous Ronald Reagan de 1981 à 1989, avant d'accéder à la présidence des États-Unis de 1989 à 1993.

La première élection de Bush, en 2000, reste dans les mémoires comme une des plus controversées de l'histoire du pays⁴⁵. En effet, 543 895 votes populaires séparent Bush de son adversaire démocrate Al Gore, en faveur de ce dernier. Les résultats sont donc très serrés entre les deux candidats à la présidence. C'est en Floride que l'élection va se jouer. Les États disposant d'un nombre élevé de grands électeurs⁴⁶ sont cruciaux puisque, selon le principe du « winner takes all », le candidat qui obtient la majorité des suffrages populaires dans un État remporte également l'ensemble des voix des grands électeurs qui y sont attribuées⁴⁷. La bataille fut particulièrement rude avec plusieurs accusations de fraude⁴⁸, des contestations autour du recomptage des votes en Floride, et jusqu'à l'intervention de la Cour suprême des États-Unis. Au final, l'élection de 2000 déboucha sur une issue paradoxale. Si Al Gore obtient la majorité des suffrages au niveau national⁴⁹, c'est George Walker Bush qui s'impose au Collège électoral des États-Unis avec 271 grands électeurs contre 267. C'est ainsi que Bush fils sera élu officiellement à l'âge de 54 ans, le 43^{ème} président des États-Unis le 12 décembre 2000⁵⁰.

⁴⁵ Mais loin devant la défaite de Donald Trump en 2020.

⁴⁶ 30 grands électeurs pour l'État de Floride

⁴⁷ Cela à l'exception du Nebraska et du Maine

⁴⁸ Par exemple, concernant les bulletins papillons (butterfly ballot) qui étaient des bulletins de vote utilisés dans le comté de Palm Beach County dont la présentation confuse a conduit certains électeurs à voter par erreur pour leur candidat adverse.

⁴⁹ 50 999 897 votes pour Al Gore et 50 456 002 votes pour Bush. In Statista, « Share of electoral college and popular votes in the 54th US presidential election in 2000 », 2026, sur la page <https://www.statista.com/statistics/1056684/distribution-votes-2000-us-presidential-election/>

⁵⁰ En 1992, Bush comprend que l'échec de son père face à Bill Clinton, est surtout dû à un déficit de voix des fondamentalistes. Il retiendra la leçon et dès sa candidature à la présidence annoncée, il mêlera la religion à ses discours politiques afin de s'assurer le vote des évangélistes.

2. Le style décisionnel du président

Au fil du temps, de nombreux chercheurs se sont intéressés au caractère et à la personnalité des présidents dans l'analyse de leurs politiques étrangères. Cet intérêt s'explique notamment par le rôle majeur qu'a le président dans son pays. En tant que chef de l'État, chef du gouvernement et commandant en chef des forces armées, il constitue l'acteur principal du processus décisionnel. Cette concentration du pouvoir rend d'autant plus déterminante l'influence de sa personnalité sur les orientations stratégiques qui seront adoptées. Dans ce sens, le politologue Thomas Preston développa, dans son ouvrage *The President and His Inner Circle*, la notion de style présidentiel. Selon lui, cette approche repose sur trois dimensions primaires : tout d'abord, la manière d'exercer l'autorité, c'est-à-dire le rapport au pouvoir et son usage concret ; la stratégie cognitive, qui renvoie à la façon dont le dirigeant recherche, sélectionne et traite l'information ; ainsi que l'expérience accumulée au cours de son parcours antérieur⁵¹. À partir de ces critères, Preston établit une typologie des présidents⁵².

Dans le cas de George Walker Bush, ce dernier correspond assez bien au profil « délégrant-sentinelle », qui est caractérisé par un besoin élevé de contrôle sur la situation avec une faible sensibilité par rapport au contexte international. Chez le président, on observe une concentration du pouvoir au moment de l'arbitrage final, alors qu'une large part du travail préparatoire est confiée à son entourage. Cela s'explique en partie par son expérience dans le monde des affaires, il dirige la présidence selon une logique proche de celle d'un manager dans une grande entreprise. Il définit les objectifs généraux et les priorités politiques, tandis que ses collaborateurs sont chargés d'élaborer les options, d'affiner les stratégies et d'assurer leur application concrète⁵³.

⁵¹ David Charles-Philippe, « Au sein de la Maison Blanche : De Truman à Obama, la formulation (imprévisible) de la politique étrangère des États-Unis (3^{ème} édition) », Paris, Les presses de Science Po, 2015, p. 209.

⁵² Preston Thomas, « The President and His Inner Circle : Leadership Style and the Advisory Process in Foreign Affairs », New-York, Columbia University Press, 200.

⁵³ David Charles-Philippe, « Au sein de la Maison Blanche : De Truman à Obama, la formulation (imprévisible) de la politique étrangère des États-Unis (3^{ème} édition) », Paris, Les presses de Science Po, 2015, p. 810.

Ce mode d'organisation donne l'image d'un processus ouvert et collectif, mais le véritable pouvoir décisionnel demeure en réalité fortement encadré par un noyau réduit de proches conseillers, qui formeront progressivement le « *War Cabinet* ». Il revendique lui-même cette approche : « I put a lot of faith and trust in my staff. My job is to set the agenda and tone and framework (...) and then delegate much of the process to them⁵⁴ ». De plus, dès son arrivée au pouvoir, il affiche une grande confiance en ses jugements moraux et religieux, adoptant une vision manichéenne opposant bien et mal, amis et ennemis. Bush retient surtout les avis confirmant ses intuitions initiales, d'où sa réticence à considérer les objections des agences de renseignement sur les ADM en Irak. Aussi, en ne diversifiant pas ses sources et en négligeant un large éventail d'experts, il renforce le biais de la pensée magique dans ses décisions. Par ailleurs, Bush aime privilégier l'action rapide et se montre peu enclin à la délibération prolongée. Dans le *National Security Strategy* de 2002, on peut y lire : « History will judge harshly those who saw this coming danger but failed to act. In the new world we have entered, the only path to peace and security is the path of action⁵⁵ ».

Cette façon d'agir s'accompagne également d'une volonté manifeste de se démarquer de l'héritage politique de son père. Là où George Herbert Bush avait choisi, lors de la guerre du Golfe de 1991, de ne pas pousser l'intervention jusqu'au renversement de Saddam Hussein, son fils adopte une approche radicalement différente avec ce changement de régime. Par ailleurs, Bush est également très dépendant de ses conseillers. Cette dépendance s'explique en partie par une expérience relativement limitée en matière de politique étrangère. Une anecdote rapportée par Ron Suskind illustre cette réalité. En décembre 2002, une réunion de sénateurs démocrates et républicains était tenue à la Maison Blanche concernant le conflit israélo-palestinien. Les différents sénateurs débattaient alors de l'éventualité d'un déploiement militaire au Proche-Orient afin de garantir le maintien de la paix. Au cours des échanges, le sénateur démocrate Tom Lantos suggéra que l'armée suédoise pourrait constituer une option crédible car les pays scandinaves bénéficient généralement d'une image positive, aussi bien auprès des Israéliens que des Palestiniens. À cette proposition, le président réagit :

⁵⁴ Allen Mike, « Management Style Shows Weaknesses », Washington Post, 2 juin 2004, sur la page <https://onlinelibrary.wiley.com/doi/full/10.1111/j.1540-6210.2006.00691.x>

⁵⁵ The White House, « The National Security Strategy of the United States of America », 2002, p. 2, sur la page <https://georgewbush-whitehouse.archives.gov/nsc/nss/2002/>

« I don't know why you're talking about Sweden, Bush said. They're the neutral one. They don't have an army. Lantos paused, a little shocked, and offered a gentleman reply ; Mr. President, you may have thought that I said Switzerland. They're the ones that are historically neutral, without an army. Then Lantos mentioned, in a gracious aside, that the Swiss do have a tough national guard to protect the country in the event of invasion. Bush held to his view. No, no, it's Sweden that has no army. The room went silent, until someone changed the subject⁵⁶ ».

Cette anecdote nous permet en partie de comprendre pourquoi le président accordera par la suite une place aussi importante à ses conseillers dans la gestion du dossier irakien. Il était conscient des limites de ses propres connaissances en matière de relations internationales, et était également peu désireux d'entrer dans des détails techniques sur ces sujets. Il préférera s'appuyer sur son entourage proche pour formuler les diverses options, et lui s'occupera de prendre la décision finale.

Ensuite, dans un contexte de choc national, son image présidentielle évolue progressivement vers une figure de chef de guerre et de protecteur de la nation. Tel le concept de « leadership héroïque », introduit par James MacGregor Burns. Selon lui, ce type de leadership apparaît généralement dans les périodes de crise profonde, lorsque la population recherche une figure capable d'incarner l'unité, de donner du sens aux événements et de mobiliser la société autour d'un objectif présenté comme supérieur. On peut faire le lien avec la notion de « religion civile ». Dans les périodes de crise, la nation tend à se rassembler autour de symboles communs, parmi lesquels la présidence occupe une place centrale. Burns caractérise ce leadership héroïque par plusieurs éléments : « Belief in leaders because of their personage alone, aside from their tested capacities, experience or stand on issues; faith in the leaders' capacity to overcome obstacles and crises; readiness to grant to leaders the powers to handle crises; mass support for such leaders expressed directly through votes, applause, letters, shaking hands⁵⁷ ».

⁵⁶ Suskind Ron, « Without a doubt », The Washington Post, 3 octobre 2004, sur la page https://www.yorku.ca/fodden/xanada/nytimes_without_a_doubt.pdf

⁵⁷ Burns James McGregor, « Leadership », New-York, Harper Collins, 1978, p. 244.

3. La doctrine Bush

En 2003, Robert Jervis, professeur à l'université de Columbia, publie un article intitulé *Understanding the Bush Doctrine*, dans lequel il met en évidence quatre fondements de l'orientation stratégique de l'administration Bush : l'attention portée à la nature des régimes politiques internes, la légitimation du recours à la guerre préventive, la disposition à agir de manière unilatérale et enfin, l'affirmation explicite de la primauté états-unienne, perçue comme un facteur de stabilité du système international⁵⁸. Trois ans plus tard, Joseph Samuel Nye junior, professeur à Harvard et théoricien du concept de soft power, va plus loin dans son livre *Transformational Leadership and U.S. Grand Strategy*⁵⁹, en insistant particulièrement sur les trois premiers éléments. Même si ces deux publications ont été élaborées dans deux contextes différents, elles ont permis à beaucoup de chercheurs de conceptualiser la nouvelle doctrine Bush.

En premier lieu, l'unilatéralisme renvoie à la volonté des États-Unis de privilégier l'action autonome plutôt que la concertation dans un cadre multilatéral. Cette orientation s'inscrit dans une continuité historique plus ancienne. Dans le *National Security Strategy* de 2002, il est écrit : « While the United States will constantly strive to enlist the support of the international community, we will not hesitate to act alone, if necessary, to exercise our right of self-defense by acting preemptively against such terrorists, to prevent them from doing harm against our people and our country⁶⁰ ».

⁵⁸ Jervis Robert, « Understanding the Bush Doctrine », *Political Science Quarterly*, Vol. 118, No. 3, 2003, sur la page <https://academic.oup.com/psq/article-abstract/118/3/365/6962891?redirectedFrom=fulltext>

⁵⁹ Nye Joseph Samuel junior, « Transformational Leadership and U.S. Grand Strategy », *Council on Foreign Relations*, vol. 85, n°4, 2006, sur la page <https://www.foreignaffairs.com/articles/2006-07-01/transformational-leadership-and-us-grand-strategy>

⁶⁰ The White House, « The National Security Strategy of the United States of America », Washington, 2002, p. 6, sur la page <https://georgewbush-whitehouse.archives.gov/nsc/nss/2002/>

Ce positionnement repose sur une conception particulière du rôle des États-Unis au sein du système international. Se considérant comme une nation investie d'une mission messianique, les dirigeants de l'époque estimeront disposer d'une légitimité quasi divine, ce qui leur permet d'agir de manière autonome, sans concertation avec les autres pays partenaires. Dans cette logique, il ne faut pas penser que le multilatéralisme est totalement rejeté, mais plutôt appréhendé de façon instrumentale. Il est mobilisé seulement lorsqu'il satisfait les besoins et désirs de ces mêmes dirigeants. Cela apparaît déjà dans le *Defense Planning Guidance* (DPG) de 1992⁶¹, qui affirme l'idée d'une hégémonie appelée à s'exercer sans véritables contraintes. Néanmoins, sous l'administration Bush, cette orientation connaît une accentuation beaucoup plus marquée. La supériorité militaire et technologique des États-Unis permet en effet d'envisager des interventions sans dépendre d'alliances contraignantes, renforçant ainsi la tentation d'agir seuls lorsque les intérêts nationaux sont en jeu. Ainsi, lors d'une conférence de presse le 6 mars 2003, le président affirme : « When it comes to our security, we really don't need anybody's permission⁶² ».

Le second pilier de la doctrine Bush concerne le recours à la préemption face aux menaces. C'est lors de son discours devant l'académie militaire de West Point, le 1^{er} juin 2002, que le président Bush présentait ce concept de guerre préemptive : « Containment is not possible when unbalanced dictators with weapons of mass destruction can deliver those weapons on missiles or secretly provide them to terrorist allies. We cannot put our faith in the word of tyrants. [...] If we wait for threats to fully materialize, we will have waited too long. [...] We must take the battle to the enemy, disrupt his plans, and confront the worst threats before they emerge. [...] In the world we have entered, the only path to safety is the path of action. And this nation will act. [...] We are in a conflict between good and evil, and America will call evil by its name⁶³ ».

⁶¹ Secretary of Defense, « Defense Planning Guidance », 1992, sur la page <https://www.archives.gov/files/declassification/iscap/pdf/2008-003-docs1-12.pdf>

⁶² The White House, « President George Bush Discusses Iraq in National Press Conference », 6 mars 2003, sur la page <https://georgewbush-whitehouse.archives.gov/news/releases/2003/03/20030306-8.html>

⁶³ Bush George Walker, « President Bush Delivers Graduation Speech at West Point », New-York, 1 juin 2002, sur la page <https://millercenter.org/the-presidency/presidential-speeches/june-1-2002-graduation-speech-west-point>

Toutefois, sous l'administration Bush, cette notion de préemption fera l'objet d'une redéfinition importante. Dans son sens classique, cette dernière désigne une action militaire anticipée menée en réponse à une menace imminente et clairement identifiable⁶⁴. Donc, elle est généralement considérée comme légitime au regard du droit international. Or, en pratique, les décideurs états-uniens opèrent un véritable glissement sémantique en utilisant le terme de préemption pour qualifier des actions qui relèvent en réalité de la prévention. Autrement dit, il ne s'agit plus seulement de répondre à une attaque imminente, mais d'intervenir contre une menace potentielle susceptible d'émerger à plus long terme. Cette redéfinition permet alors de présenter comme défensive une stratégie qui s'apparente, du point de vue du droit international, à une guerre préventive, voire à une forme de guerre d'agression.

Encore une fois, tout ceci s'explique par le contexte du 11 septembre. Confrontés à une menace terroriste perçue comme diffuse, imprévisible et difficilement identifiable, les responsables politiques estiment qu'attendre la matérialisation d'une attaque ferait courir un risque jugé inacceptable. L'anticipation devient un impératif stratégique, il ne s'agit plus seulement de réagir à une menace immédiate, mais de neutraliser l'adversaire avant même qu'il ne soit en mesure de passer à l'action. Dans son allocution sur l'état de l'Union du 29 janvier 2002, Bush affirme : « I will not wait on events while dangers gather. The United States will not permit the world's most dangerous regimes to threaten us with the world's most destructive weapons⁶⁵ ».

⁶⁴ Braudo Serge, « Définition de Préemption », Dictionnaire du droit privé, sur la page <https://www.dictionnaire-juridique.com/definition/preemption.php>

⁶⁵ The White House, « President Delivers State of the Union Address », 29 janvier 2002, sur la page <https://georgewbush-whitehouse.archives.gov/news/releases/2002/01/20020129-11.html>

Cette position est réaffirmée dans la *National Security Strategy* de 2002 : « The United States has long maintained the option of preemptive actions to counter a sufficient threat to our national security. The greater the threat, the greater is the risk of inaction — and the more compelling the case for taking anticipatory action to defend ourselves, even if uncertainty remains as to the time and place of the enemy's attack. To forestall or prevent such hostile acts by our adversaries, the United States will, if necessary, act preemptively⁶⁶ ».

Dans ce contexte, la référence à la théorie de la guerre juste fut maintes fois utilisée pour légitimer l'intervention militaire auprès de la population. Cette argumentation morale fut aussi renforcée par une rhétorique avec de nombreuses références religieuses dans le but de présenter l'intervention comme une mission à la fois nécessaire et moralement légitime. En présentant l'ennemi comme une menace existentielle, l'intervention militaire est décrite comme à la fois nécessaire et proportionnée pour assurer la protection des populations civiles, et donc conforme aux principes moraux encadrant la conduite de la guerre. Dans le cas irakien, l'administration Bush mit notamment en avant le danger que représenteraient les armes chimiques, biologiques ou nucléaires supposément détenues par le régime de Saddam Hussein⁶⁷.

D'autre part, la promotion de la démocratie au Moyen-Orient constitue le troisième pilier de la doctrine Bush. Inspirée de la théorie de la paix démocratique (*pax democratica*), cette orientation repose sur l'idée que les démocraties seraient structurellement moins enclines à entrer en guerre les unes contre les autres et favoriseraient des relations internationales plus stables et pacifiques. Ici, le renversement du régime de Saddam Hussein apparaît comme une étape indispensable à l'instauration d'une paix durable au Moyen-Orient ainsi qu'au renforcement de la sécurité internationale⁶⁸. Cette conception se trouve pleinement dans la logique néoconservatrice. Le projet du *Grand Moyen-Orient*, défendu par ces milieux, traduit une volonté de refonte globale de la région afin d'y promouvoir les valeurs libérales et démocratiques.

⁶⁶ The White House, « The National Security Strategy of the United States of America », Washington, 2002, p. 15, sur la page <https://georgewbush-whitehouse.archives.gov/nsc/nss/2002/>

⁶⁷ Gurtov Melvin, « Superpower on crusade : The Bush Doctrine in US Foreign Policy », London, Lynne Rienner, 2006, p. 119.

⁶⁸ Ibid, p. 124

Dans cette perspective, John Mearsheimer décrit cette orientation comme un « wilsonisme avec des dents », mettant en évidence l'association entre un idéalisme hérité de Woodrow Wilson et une utilisation assumée de la puissance militaire états-unienne. La démocratie n'est dès lors plus envisagée comme un simple idéal, mais comme un objectif stratégique pouvant être imposé par la contrainte et l'usage de la force. Ainsi, ce dernier écrit : « Neo-conservative theory – the Bush doctrine – is essentially Wilsonianism with teeth. The theory has an idealist strand and a power strand : Wilsonianism provides the idealism, an emphasis on military power provides the teeth⁶⁹ ».

En s'inspirant des transitions démocratiques observées en Europe de l'Est après 1989, à la suite de l'effondrement de l'Union soviétique, l'administration Bush estime qu'un phénomène similaire de diffusion démocratique pourrait se produire au Moyen-Orient. La chute du régime baasiste devait permettre l'émergence d'un État démocratique en Irak, appelé à devenir un modèle régional et à provoquer un effet de boule de neige (*spill over effect*) sur les pays voisins. Comme nous l'avons montré dans le premier chapitre de cette analyse, cette réorientation stratégique constitue une rupture importante avec la politique étrangère traditionnelle, longtemps fondée sur le soutien à des régimes autoritaires considérés comme compatibles avec les intérêts stratégiques de Washington. Désormais, la démocratie est perçue comme une solution globale aux déséquilibres du Moyen-Orient, notamment à la montée du terrorisme. Dans cette logique, l'administration Bush établit un lien direct entre absence de liberté politique, radicalisation et insécurité internationale.

⁶⁹ Mearsheimer John, « Hans Morgenthau and the Iraq War : Realism versus neo-conservatism », Open Democracy, 2005, sur la page <https://www.mearsheimer.com/wp-content/uploads/2019/07/A0037.pdf>

Cette articulation entre démocratie et sécurité est explicitement formulée par le président lors de son discours prononcé le 6 novembre 2003 devant le *National Endowment for Democracy* (NED), au cours duquel il affirme que le déficit de liberté dans le monde arabe constitue l'une des causes profondes de l'instabilité et de la violence dans la région : « As long as the Middle East remains a place where freedom does not flourish, it will remain a place of stagnation, resentment, and violence ready for export. Therefore, the United States has adopted a new policy, a forward strategy of freedom in the Middle East. [...] As in Europe, as in Asia, as in every region of the world, the advance of freedom leads to peace⁷⁰ ».

Enfin, le quatrième pilier de la doctrine Bush, à savoir le maintien de la primauté états-unienne, constitue à la fois le socle et la finalité des trois autres dimensions de cette orientation stratégique. Par primauté, Robert Jervis entend : « Primacy means being much more powerful than any other state according to the usual and crude measures of power⁷¹ ». Mais cette domination n'est pas uniquement envisagée comme un instrument de puissance, elle est également perçue par l'administration en place comme une garantie de stabilité et d'ordre à l'échelle internationale. Le fait que les États-Unis veulent devenir une puissance hégémonique renvoie ici à la capacité de cet État à modeler les règles, les normes et les institutions internationales en fonction de ses propres intérêts et valeurs⁷². Dans cette perspective, Washington cherche à préserver l'ordre unipolaire issu de la fin de la Guerre froide, y compris par des moyens coercitifs s'il le faut.

⁷⁰ Bush George Walker, « National Edowment for Democracy Address on the Middle East », American Rhetoric, 6 novembre 2003, sur la page <https://www.americanrhetoric.com/speeches/gwbushnationaldendowmentdemocracy2003.htm>

⁷¹ Jervis Robert, « Understanding the Bush Doctrine », Political Science Quarterly, Vol. 118, No. 3, 2003, p. 96, sur la page <https://academic.oup.com/psq/article-abstract/118/3/365/6962891?redirectedFrom=fulltext>

⁷² Hoare George, Sperber Nathan, « Chapitre 5 : L'hégémonie », Introduction à Antonio Gramsci, La Découverte, 2013, sur la page <https://shs.cairn.info/introduction-a-antonio-gramsci--9782707170101-page-93?lang=fr>

Chapitre 3 : L'équipe décisionnelle

1. Les Vulcains : entre tensions et rapprochement

L'équipe décisionnelle entourant George Walker Bush est fréquemment désignée sous le nom de « *Vulcains* ». Cette appellation fut proposée par Condoleezza Rice durant la campagne présidentielle de 2000. La référence au dieu romain du feu et de la forge fait également écho à Birmingham, sa ville natale en Alabama, historiquement associée à l'industrie sidérurgique. Toutefois, comme le souligne le journaliste James Mann, ce choix possède une portée symbolique plus profonde, il traduit une vision du monde centrée sur la puissance militaire, la sécurité nationale et l'affirmation de l'exceptionnalisme états-unien⁷³. Les *Vulcains* rassemblent plusieurs figures influentes de la politique étrangère, majoritairement issues des précédentes administrations républicaines, en particulier celles de Ronald Reagan et de Bush père. Pour nombre d'entre eux, ils possèdent certains liens avec le courant néoconservateur. La présidence de George Bush, particulièrement durant son premier mandat, apparaît ainsi comme l'une des administrations les plus fortement marquées idéologiquement depuis la Seconde Guerre mondiale⁷⁴.

Au-delà du cercle des *Vulcains*, se constitue également un noyau décisionnel plus restreint et plus proche encore du président : le « *War Cabinet* ». C'est principalement au sein de cette structure informelle que se construit et se consolide la décision d'envahir l'Irak. Ce cercle réunit George Bush lui-même, le vice-président Dick Cheney, le chef de cabinet de la Maison-Blanche Andrew Card, la conseillère à la sécurité nationale Condoleezza Rice, le secrétaire d'État Colin Powell, le secrétaire à la Défense Donald Rumsfeld, son adjoint Paul Wolfowitz, le secrétaire d'État adjoint Richard Armitage, ainsi que le directeur de la CIA George Tenet.

⁷³ Mann James, « Rise of the Vulcans : The History of Bush's War Cabinet », Viking Adult, 2004.

⁷⁴ Mais depuis, largement dépassé par l'administration Trump.

Au sein du *War Cabinet*, Bush doit composer avec deux visions bien différentes de ce que doit être la politique étrangère. D'un côté se trouvent les néoconservateurs, représentés notamment par Lewis Libby et Paul Wolfowitz, et soutenus par Dick Cheney et le secrétaire à la Défense Donald Rumsfeld. Ce courant défend une politique étrangère interventionniste, fondée sur tous les points évoqués ci-dessus par rapport à la doctrine Bush. À l'inverse, le camp réaliste est principalement incarné par le secrétaire d'État Colin Powell et son adjoint Richard Armitage. Ceux-ci privilégient une approche plus prudente et pragmatique des relations internationales, centrée sur le multilatéralisme, la préservation des équilibres de puissance et la recherche d'une légitimité internationale avant tout engagement militaire majeur.

Dans ce contexte, les postes stratégiques de l'appareil exécutif se trouvent répartis entre ces différentes sensibilités, donnant naissance à un équilibre interne particulièrement fragile⁷⁵. Cette rivalité se cristallise avant tout autour de la question irakienne. Nous le verrons, Colin Powell défendra une intervention encadrée par le Conseil de sécurité des Nations unies, dans le but de préserver la légitimité de l'action états-unienne et de partager les coûts politiques, diplomatiques et militaires de l'opération avec d'autres acteurs. À l'inverse, Dick Cheney, Donald Rumsfeld et Paul Wolfowitz soutiendront une approche beaucoup plus unilatérale, considérant que la sécurité des États-Unis ne peut être subordonnée à l'approbation d'acteurs extérieurs ou aux lenteurs des mécanismes multilatéraux.

⁷⁵ De Hoop Scheffer Alexandra, « Les États-Unis en Irak : les errances du regime change », *Politique étrangère*, vol. 3, 2011, p. 563, sur la page <https://shs.cairn.info/revue-politique-etrangere-2011-3-page-559?lang=fr&tab=resume>

Dès lors, il apparaît clairement que l'analyse du processus décisionnel ayant conduit l'administration Bush à envahir l'Irak ne peut se limiter à l'étude du président seul. Elle suppose également une analyse approfondie du rôle joué par son entourage immédiat, des rapports de force internes au *War Cabinet* et des rivalités idéologiques à l'époque. En effet, si le président conserve formellement le monopole de la décision finale, ses conseillers ne se sont pas limités à fournir seulement une expertise technique, ils ont également participé activement à la construction des perceptions de la menace et à la définition des diverses options envisagées.

Dans cette partie, j'ai donc choisi de me concentrer sur les principales figures de l'administration, c'est-à-dire celles ayant exercé l'influence la plus directe sur le président. Par souci de concision, certains acteurs ont volontairement été laissés de côté, non pas en raison d'un manque d'importance, mais parce que leur rôle s'est révélé moins déterminant que celui des personnalités étudiées ici. Dans cette optique, je n'aborderai pas en détail des figures telles qu'Andrew Card, George Tenet, Lewis Libby ou encore Karl Rove.

2. Les acteurs clés

2.1. Dick Cheney

La fonction de vice-président (VP) des États-Unis a longtemps été perçue comme insolite. Traditionnellement, le président se méfie de cette figure institutionnelle qui, comme l'histoire l'a montré à plusieurs reprises, est susceptible de lui succéder. Et ceux qui n'ont pas réussi à accéder à la présidence sont la plupart du temps condamnés à tomber dans l'oubli. Cette méfiance se traduit souvent par une mise à l'écart du vice-président des circuits décisionnels, celui-ci étant peu informé des décisions majeures. De son côté, la presse n'a pas toujours été clément, contribuant à forger une image d'inutilité associée à cette fonction. Comme le dit, déjà en 1924, le Times de manière assez ironique, le vice-président possède un rôle assez ingrat : « Once in four years the Vice President can make a little speech, and then he is done. For four years he then has to sit in the seat of the silent, attending to speeches ponderous or otherwise, of deliberation or humor⁷⁶ ».

D'un point de vue institutionnel, la faiblesse du poste est en grande partie inscrite dans la *United States Constitution*. Celle-ci attribue au vice-président une compétence principale : la présidence du Sénat avec un droit de vote limité aux situations d'égalité. Il a également accès au *President's Daily Brief*, rapport rédigé quotidiennement par la CIA et qui est réservé au président mais également à ses collaborateurs⁷⁷. En dehors de cette prérogative, ses pouvoirs apparaissent extrêmement restreints, ce qui explique sa faible influence historique au sein de l'exécutif.

⁷⁶ La rédaction, « President Dawes », Times, 14 décembre 1924, sur la page <https://time.com/archive/6663508/the-presidency-the-white-house-week-jul-14-1924/>

⁷⁷ Struye de Swielande Tanguy, « La politique étrangère de l'administration Bush : Analyse de la prise de décision, » Bruxelles, Peter Lang, 2007, p. 55.

Pour autant, le vice-président Cheney fut un incontournable de l'administration Bush fils. Si ce dernier l'a choisi comme colistier, c'est avant tout pour bénéficier de l'expérience considérable acquise par Cheney au cours de sa carrière politique. Pour faire simple, dès 1969, il intègre l'administration de Richard Nixon, avant de devenir *Chief of Staff* (CoS) sous Gerald Ford en 1975, à seulement 34 ans, faisant de lui le plus jeune à occuper ce poste. Par la suite, Cheney fut élu représentant du petit État du Wyoming de 1978 à 1989, puis il fut nommé secrétaire à la Défense par Bush père. Ça ne s'arrête pas là, après avoir envisagé une candidature présidentielle en 1996, il choisit finalement de rejoindre le secteur privé en devenant PDG de Halliburton, une entreprise spécialisée dans les services pétroliers et énergétiques. Cette double expérience, à la fois politique et managériale, explique en grande partie pourquoi Bush fils le sélectionnera comme vice-président. Par ce dernier, il fut chargé de préparer la future administration entre novembre 2000 et janvier 2001. Dick Cheney en profitera pour placer plusieurs hommes de confiance à des postes stratégiques, avec qui bien sûr il est en accord au niveau idéologique⁷⁸.

Dès le début du mandat, Dick Cheney s'impose comme une personnalité particulièrement influente au sein de l'administration. Ce dernier incarne un conservatisme de ligne dure et doit son influence à l'immense réseau politique et bureaucratique qu'il a patiemment construit tout au long de sa carrière. À l'arrivée de George Walker Bush à la Maison Blanche, on s'interroge d'ailleurs sur la capacité d'un homme doté d'une personnalité aussi affirmée et d'une telle stature politique à se contenter du rôle secondaire de vice-président. Très présent au sein de l'appareil décisionnel, il participe activement à l'ensemble des réunions du *National Security Council* (NSC). Rares furent les vice-présidents à occuper une place aussi importante dans la conduite des questions de sécurité nationale. Ainsi, Cheney se voit rapidement confier des missions dans ce domaine. En s'appuyant sur son expérience politique, il est chargé d'évaluer les possibles vulnérabilités des États-Unis face au terrorisme.

⁷⁸ Solans Gabriel, « Dick Cheney, une vie marquée par l'apogée et le crépuscule du néoconservatisme », Conflits, 27 novembre 2025, sur la page <https://www.revueconflits.com/dick-cheney-une-vie-marquee-par-lapogee-et-le-crepuscule-du-neoconservatisme/>

Pour cela, Cheney adopte une approche centrée sur les scénarios du pire en multipliant les échanges avec toutes les agences du renseignement. Il est devenu ainsi le principal référent du président lorsqu'on voulait échanger sur des questions de sécurité nationale. Évidemment, cette position lui a permis de mettre en avant certaines informations plutôt que d'autres. Il a su structurer l'agenda présidentiel et orienter les choix stratégiques de Bush à sa convenance. C'est pour cela que de nombreux politologues le désignent comme l'un des principaux artisans de l'intervention militaire de 2003. Mais, il ne faut pas croire que Cheney est un néoconservateur comme nombre de ses pairs. Bien qu'il partage certaines des mêmes idées, le considérer comme l'un des leurs au sens strict serait incorrect. Sa pensée s'inspire plutôt d'une conception « jacksonienne ». Pour définir cela, le jacksonisme est généralement associé à une forme de nationalisme avec une mise en avant de la puissance militaire et de la souveraineté nationale.

Cette théorie politique repose sur l'idée que dans un système international perçu comme hostile, l'État doit être prêt à tous les moyens et sacrifices nécessaires pour assurer sa propre sécurité. De plus, les Jacksoniens sont assez méfiants à l'égard des institutions internationales, jugées incapables de garantir efficacement la protection des intérêts nationaux en période de crise. Le politologue Tanguy Struye de Swielande la définit sous ces termes : « Le Jacksonisme ne tient nullement compte ni du droit international ni des institutions internationales. Il rejette l'implication des États-Unis dans le jeu d'alliance et de puissance des pays européens, dans les traités contraignants et dans les guerres sans intérêt national⁷⁹ ». Charles-Philippe David dira d'ailleurs à cet égard que les jacksoniens auront vite fait tendance « à se lancer dans une guerre tous azimuts quand cela leur apparaîtra justifié et n'hésiteront pas davantage à provoquer un repli rapide et massif une fois la victoire assurée et les torts redressés⁸⁰ ». Pour revenir à Cheney et au néoconservatisme, bien qu'il ait été lié à des cercles influents tels que *l'American Enterprise Institute* (AEI) et qu'il ait signé en 1997 le manifeste du PNAC, plusieurs auteurs, comme Jacob Heilbrunn, considèrent qu'il utilisait avant tout les néoconservateurs afin de donner une légitimité intellectuelle à une politique déjà favorable à l'intervention militaire⁸¹.

⁷⁹ Struye de Swielande Tanguy, « La politique étrangère américaine après la guerre froide et les défis asymétriques », Presses universitaires de Louvain, Louvain-la-Neuve, 2003, 39, sur la page <https://dial.uclouvain.be/PUL/object/pul%3A29303100199800>

⁸⁰ David Charles-Philippe, Balthazar Louis, Vaïsse Justin, « La politique étrangère américaine : Fondements, acteurs, formulation », Paris, Presses de Science Po, 2003, p. 110, sur la page https://www.academia.edu/2185608/La_politique_étrangère_des_États_Unis

⁸¹ Heilbrunn Jacob, « They know they were right : The rise of the Neocons », Doubleday, 2008.

2.2. Condoleezza Rice

Pour sa part, Condoleezza Rice s'impose elle aussi comme l'une des personnalités les plus influentes du cercle rapproché de George Bush. Issue du monde universitaire, spécialiste des relations internationales et de l'Union soviétique, elle se forge d'abord une solide réputation académique avant d'intégrer les plus hautes sphères de l'appareil décisionnel. Son entrée en politique s'effectue véritablement en 1989, lorsqu'elle rejoint l'administration de Bush père comme directrice des affaires soviétiques et est-européennes au sein du NSC, tout en exerçant la fonction d'assistante spéciale du président pour les questions de sécurité nationale. À ce poste, elle prend part à la gestion de la fin de la Guerre froide, ce qui renforce son expertise et sa crédibilité⁸².

À la suite de cette première expérience au sein de l'administration fédérale, Condoleezza Rice retourne dans le monde académique et dans le secteur privé, siégeant notamment au conseil d'administration de la compagnie pétrolière Chevron. Malgré cet éloignement temporaire du pouvoir, elle conserve des liens étroits avec la famille Bush. Durant la campagne présidentielle de 2000, elle devient ainsi l'une des principales conseillères de Bush fils en matière de politique étrangère. Après l'élection de ce dernier en 2001, elle est nommée conseillère à la sécurité nationale et prend la direction du NSC. Son positionnement est généralement présenté comme réaliste et relativement centriste, dans la continuité de l'administration Bush père, ce qui la distingue du courant néoconservateur. Peu encline à s'identifier à une ligne idéologique rigide, Rice privilégie une approche pragmatique. Toutefois, il serait erroné de dire que son rôle se limite simplement à coordonner le NSC. Installée à proximité du Bureau ovale, Rice bénéficie d'un accès direct au président, qu'elle rencontre à de multiples reprises au cours de la journée, y compris dans des cadres informels⁸³.

⁸² David Charles-Philippe, « La Politique étrangère de Bush : formulation et décision », IFRI, 2005.

⁸³ Heilbrunn Jacob, « Condoleezza Rice : George W.'s Realist », *World Policy Journal*, vol. 16, n° 4, p. 50-51, sur la page <https://library.fes.de/libalt/journals/swetsfulltext/16531726.pdf>

Cette relation privilégiée, qu'elle est la seule à posséder avec Bush, lui confère une place très importante dans le processus décisionnel. Grâce à cette proximité exceptionnelle, elle est en mesure d'orienter, tout comme Cheney, l'agenda présidentiel, en faisant remonter certaines priorités stratégiques et en captant l'attention du président plus efficacement que la plupart des autres responsables de l'administration. Condoleezza Rice définit elle-même sa fonction comme double : « First, to coordinate what Defense, State, the CIA and other departments or agencies were doing by making sure the president's orders were carried out; and second, to act as counselor-to give her private assessment to the president, certainly when he asked, perhaps if he didn't. In other words, she was to be the president's troubleshooter⁸⁴ ».

Le président se montre particulièrement élogieux à l'égard de cette conseillère, dont il apprécie autant la loyauté que la franchise. À ses yeux, Rice est « an honest broker (...) I imagine she gives the President her unvarnished opinions, but she also is sure the President receives without distortion or prejudice the views of his key foreign policy leaders such as Secretaries Powell and Rumsfeld⁸⁵ ». Cette fonction d'arbitrage fait toutefois l'objet de nombreuses discussions, en particulier à l'approche de la guerre en Irak. Plusieurs analystes estiment en effet que sa capacité à demeurer une intermédiaire neutre s'est progressivement érodée face aux rivalités et aux tensions croissantes entre les principaux responsables de l'administration. Malgré ces critiques, sa proximité avec le président reste déterminante. En décembre 2002, George Bush s'adresse directement à elle pour lui demander s'il convient d'engager une intervention militaire en Irak, sa réponse favorable illustre le niveau de confiance exceptionnel qu'il lui accorde⁸⁶.

⁸⁴ Woodward Bob, « Bush s'en va-t-en guerre (version anglaise) », Paris, Gallimard, 2004, p. 254.

⁸⁵ Lemann Nicholas, « Without a Doubt », The New Yorker, octobre 2002, p. 167.

⁸⁶ Heilbrunn Jacob, « Condoleezza Rice : George W.'s Realist », World Policy Journal, vol. 16, n° 4, p. 54.

2.3. Colin Powell

Pour sa part, Colin Powell a occupé une place singulière au sein de l'administration, cela en partie grâce à son expérience militaire. Avant tout, Powell est le seul dans le *War cabinet* à posséder une véritable expérience du combat. Officier de carrière, il participe directement à la Guerre du Vietnam, ce qui aura un impact très important sur sa vision de la guerre et de l'engagement militaire. Tout cela a nourri chez lui une grande prudence à l'égard du recours à la force. Par la suite, ce dernier gravit un à un tous les échelons de la hiérarchie militaire jusqu'à atteindre le rang de général quatre étoiles, avant de devenir en 1989 chef d'état-major interarmées sous la présidence de Bush père. À ce poste, Powell a joué un grand rôle dans la direction de la première Guerre du Golfe en 1990. Son plan était d'utiliser intensivement la force tout en essayant de ne pas prolonger la présence de ses troupes sur le terrain⁸⁷.

Pour ce qui est de sa carrière politique, celle-ci débuta lorsqu'il devint en 1987 conseiller à la sécurité nationale du président Ronald Reagan. Lorsqu'il est nommé secrétaire d'État en 2001, Powell découvre, malgré lui, la manière dont la guerre est envisagée au sein de l'administration Bush fils. Ces derniers voient la guerre de façon assez abstraite et erronée, et on peut dire que cette perception contraste fortement avec sa propre expérience du terrain. Contrairement à ses pairs, Powell incarne une ligne modérée et réaliste des relations internationales, cela en complète rupture vis-à-vis de la ligne néoconservatrice qui domine alors à la Maison-Blanche. Là où certains conseillers défendent une politique étrangère interventionniste fondée sur des principes idéologiques, Powell privilégie plutôt une approche axée sur le multilatéralisme et l'évaluation réelle des risques. Cette posture le place rapidement en décalage avec des figures comme Donald Rumsfeld, avec qui les relations seront très tendues⁸⁸. Ceci explique que, malgré son expérience, Powell n'arrive pas réellement à se faire une place au sein du cercle proche de Bush. Cela réduira son impact direct dans le processus de prise de décision.

⁸⁷ Cocle, Gauthier, « La politique américaine envers l'Irak : Mise en perspective de la guerre du Golfe (1991) et de la guerre d'Irak (2003) », Louvain-la-Neuve, Mémoire de master, UCL, 2008, p. 32-33.

⁸⁸ Charles-Philippe David, « La Politique étrangère de Bush : formulation et décision », IFRI, 2005, p. 13, sur la page https://www.ifri.org/sites/default/files/migrated_files/documents/atoms/files/ddt6chphdavid.pdf

Ainsi, ses échanges avec le président restent relativement peu fréquents, sa voix sera vite marginalisée au profit de celle des partisans d'une ligne plus dure. Petit à petit, Powell se retrouve en périphérie du processus décisionnel. Il n'est, par exemple, informé que tardivement durant l'été 2002 de l'existence de plans d'attaque contre l'Irak, déjà bien avancés au Pentagone. Néanmoins, Colin Powell obtient certains succès, même petits soient-ils. Il parvient notamment à convaincre le président de solliciter d'abord l'aval du Conseil de sécurité des Nations Unies avant une possible intervention militaire en Irak. Cela dans une logique de légitimer l'opération à l'international. Mais cette victoire demeure partielle car face à l'opposition de plusieurs membres du Conseil et à l'absence d'une seconde résolution, l'administration Bush choisit finalement de passer outre et d'engager l'intervention fin mars 2003⁸⁹. Ainsi, cet épisode montre bien les limites de l'influence que peut avoir Powell au sein d'une administration de plus en plus dominée par des idées extrêmes. Figure respectée mais isolée, il verra progressivement son rôle s'effacer jusqu'à quitter ses fonctions de secrétaire d'État en 2004. Marquant ainsi la fin de son influence sur la politique étrangère du pays.

⁸⁹ Cocle, Gauthier, « La politique américaine envers l'Irak : Mise en perspective de la guerre du Golfe (1991) et de la guerre d'Irak (2003) », Louvain-la-Neuve, Mémoire de master, UCL, 2008, p. 34.

2.4. Donald Rumsfeld

Membre fondateur du think tank *Project for the New American Century*, le parcours politique de Donald Rumsfeld débute dès 1962, lorsqu'il est élu à la Chambre des représentants pour l'Illinois. Il intègre ensuite en 1969 l'administration de Richard Nixon, où il occupe plusieurs fonctions importantes, notamment celle de directeur de l'*Office of Economic Opportunity* (OEO), avec pour adjoint un jeune Dick Cheney. Il devient ensuite conseiller du président puis ambassadeur des États-Unis auprès de l'OTAN à Bruxelles. Sous la présidence du républicain Gerald Ford, Rumsfeld continue sa carrière en accédant au poste de *Chief of Staff* à la Maison-Blanche. Un rôle qui sera plus tard occupé par son ami Cheney. Après, il deviendra secrétaire à la Défense en 1975, devenant le plus jeune à l'époque à occuper ce poste⁹⁰. À la même période, son rival politique George Herbert Bush est nommé directeur de la CIA. Il ne restera pas longtemps à la tête du Pentagone car en 1976, Gerald Ford perd les élections face au démocrate Jimmy Carter. Rumsfeld poursuit alors une carrière mêlant responsabilités publiques et privées. En 1983, dans l'administration de Ronald Reagan, il est nommé émissaire spécial au Moyen-Orient. C'est à ce moment qu'il rencontrera Saddam Hussein, dans un contexte marqué par la guerre Iran-Irak.

Lorsque George Herbert Bush accède à la présidence, Rumsfeld décide de se retirer de la vie politique. Au moins officiellement car il conserve une certaine influence dans divers cercles décisionnels et économiques. En 2001, Dick Cheney arrive à la convaincre de travailler pour le fils de son rival, il accepte et se voit de nouveau nommé à la tête du Pentagone⁹¹. Cette fois-ci, la ligne politique qu'il peut suivre est différente, il en profitera pour mettre en œuvre une vision impérialiste de ce que devrait être l'appareil militaire états-unien⁹².

⁹⁰ De Rose François, « La politique de Donald Rumsfeld », Commentaires, vol. 2, n° 98, sur la page <https://shs.cairn.info/revue-commentaire-2002-2-page-311>

⁹¹ Au cours de mes échanges avec mon promoteur, Monsieur Amine Ait-Chaalal, celui-ci m'a expliqué que pour de nombreux spécialistes et commentateurs politiques de l'époque, la présidence de George Walker Bush serait le prolongement de celle de son père. Toutefois, la nomination de Donald Rumsfeld à la tête du Pentagone envoie rapidement un signal différent. Walker Bush cherche à se distinguer de l'héritage paternel, car il n'est pas sans rappeler la rivalité profonde qu'il y eu entre Herbert Bush et Rumsfeld par le passé.

⁹² David Charles-Philippe, « Au sein de la Maison Blanche : De Truman à Obama, la formulation (imprévisible) de la politique étrangère des États-Unis (3^{ème} édition) », Paris, Les presses de Science Po, 2015, p. 829.

Dès son arrivée, il argumente en faveur d'une augmentation du budget militaire. Dans la même logique que Cheney, il défend l'idée d'une présence accrue des États-Unis dans le monde, due à leur supériorité technologique et à leur rapidité d'intervention. Ainsi, Rumsfeld s'inscrit lui aussi dans une logique jacksonienne de la politique, sans adhérer pleinement à l'idéologie néoconservatrice. On peut s'en douter, sa proximité avec Dick Cheney renforce l'influence de ce genre d'idées au sein de l'administration. Rumsfeld pense aussi qu'il est dans son intérêt de s'affranchir du NSC et qu'il est préférable de privilégier les échanges directs avec le président, cela au détriment de Rice. Rumsfeld ira même jusqu'à dire à cette dernière ceci :

« Because I have failed to get you and the NSC staff to stop giving tasks and guidance to combatant commanders and the joint staff, I have drafted the attached memorandum. I had hoped it would not be necessary for me to do it this way, but since your last memo stated that we should work it out from our end, I am forced to do so. You are making a mistake. You and the NSC staff need to understand that you are not in the chain of command. Since you cannot seem to accept that fact, my only choices are to go to the President and ask him to tell you to stop or to tell anyone in DoD⁹³ not to respond to you or the NSC staff. I have decided to take the latter course. It fails, I'll have to go to the President. One way or the other, it will stop, while I am Secretary of Defense⁹⁴ ».

⁹³ Department of Defense

⁹⁴ Rumsfeld Donald, « Chain of Command memo », 2 décembre 2002, sur la page <https://share.google/MFJaopN4uDE6naUr8>

2.5. Paul Wolfowitz

Tout comme Cheney et Rumsfeld, Paul Wolfowitz occupe lui aussi une place importante dans l'architecture idéologique de l'administration Bush en étant le numéro deux du Pentagone. Aussi, il est considéré comme le chef de file du courant néoconservateur. Avec les deux pairs cités précédemment, ils forment ensemble un noyau influent au sein du *War cabinet*. Wolfowitz est avant tout un intellectuel de talent, avec une très longue carrière au service de l'État. Il a traversé quasiment toutes les administrations depuis Richard Nixon, à l'exception de celle de Bill Clinton. Dans le domaine politique, il commence son parcours professionnel en 1972 en tant que sous-directeur du *United States Arms Control and Disarmament Agency* (ACDA), où on le verra travailler en collaboration avec l'URSS aux accords SALT. Il fit aussi partie de la « Team B ». Il s'agit d'un groupe d'experts sous la direction de Bush père lorsqu'il était à la tête de la CIA, et qui avait pour mission d'évaluer les capacités militaires de l'Union soviétique.

En 1982, à la tête du *Policy Planning Staff* (S/P) du Département d'État, Wolfowitz développe la conviction que la sécurité des États-Unis ne peut être assurée uniquement par l'équilibre des puissances, mais nécessite, dans certains cas, un changement de régime des États jugés hostiles. Il s'inquiète notamment de la montée de régimes autoritaires et radicaux, tels que la Libye de Mouammar Kadhafi ou l'Irak de Saddam Hussein, qu'il considère comme des menaces directes pour ses intérêts et ses alliés. Pour cette raison, il s'opposera à quasiment toutes les décisions pragmatiques de Powell.

Bien qu'il n'occupe en 2001 « que » la fonction de secrétaire adjoint à la Défense, sa position n'en est pas moins importante. Sa nomination répond notamment à la volonté de Dick Cheney de renforcer encore plus le poids politique du Pentagone face au Département d'État. Cela permettra aux deux hommes de rapprocher le président vers des idées plus offensives tout en marginalisant les propositions prudentes de Powell⁹⁵. Persévérant et convaincu du bien-fondé de ses positions, il continue, même après les difficultés rencontrées en Irak, à défendre l'idée que l'histoire finira par valider le recours à la force. En 2005, il quittera formellement le NSC pour être nommé à la tête de la Banque mondiale. Un poste qu'il quittera 2 ans plus tard, en 2007, à la suite de soupçons de favoritisme à l'égard de sa compagne⁹⁶.

⁹⁵ Hanff Jean-Louis, « L'influence des néoconservateurs dans la décision de l'administration Bush d'intervenir en Irak », Louvain-la-Neuve, Mémoire de master, UCL, 2016, p. 23.

⁹⁶ AFP, « Paul Wolfowitz accepte finalement de démissionner de la présidence de la Banque Mondiale », Le Monde, 18 mai 2007, sur la page https://www.lemonde.fr/international/article/2007/05/18/paul-wolfowitz-accepte-de-demissionner-de-la-presidence-de-la-banque-mondiale_911668_3210.html

Chapitre 4 : Les idéologies qui ont influencé l'administration

1. L'exceptionnalisme

L'identité nationale états-unienne fut construite sur le socle d'un récit fondateur vieux de 4 siècles. Cette histoire débute en 1620 avec l'arrivée du *Mayflower*, un navire marchand anglais qui transportait 102 colons vers les côtes nord-américaines. Ces passagers étaient un groupe de puritains désireux de pratiquer leur foi de manière plus libre et plus conforme à leurs convictions, loin des contraintes religieuses imposées en Angleterre⁹⁷. Issu de la grande île du 16^{ème} siècle, le puritanisme s'inscrit dans le courant protestant et se caractérise par une volonté de réformer en profondeur l'Église anglicane contre les dérives du catholicisme. Les puritains prônent une foi rigoureuse, fondée sur une lecture stricte des Écritures, une forte discipline morale ainsi qu'une organisation communautaire particulièrement exigeante. Face aux persécutions qui s'intensifiaient sous les règnes de Jacques I^{er} et de Charles I^{er}, une partie d'entre eux choisit l'exil. Ainsi, la traversée de l'Atlantique à bord du *Mayflower* en 1620 par 102 colons puritains symbolise pour eux le commencement d'une nouvelle vie en Amérique du Nord. Cela fit de l'expérience coloniale l'accomplissement d'une mission divine⁹⁸.

Une forme particulière d'exceptionnalisme se développa dans ces nombreuses colonies qui ne sont pas encore les États-Unis. De ce concept part l'idée que les États-Unis forment une seule nation avec des idées universelles que sont la démocratie représentative, le pluralisme religieux et la primauté du droit. Cette vision de supériorité s'accompagne également de la croyance que le modèle états-unien doit servir d'exemple pour les autres pays d'Europe. Il y a une sorte de messianisme qui se crée alors⁹⁹. Plus tard, ils n'hésiteront pas à se servir de ce dogme pour justifier l'invasion de l'Irak.

⁹⁷ David Charles-Philippe, Balthazar Louis, « La politique étrangère des États-Unis : Fondements, acteurs, formulation, Presses de Sciences Po, 2022, p. 112.

⁹⁸ Ibid, p. 114.

⁹⁹ Ibid, p. 117.

De plus, en observant les discours politiques de George Bush, on remarque que les références à la foi et à la religion sont très présentes, plus que dans nos démocraties européennes. Combinés à l'exceptionnalisme, ces discours donnent un aspect religieux à la politique étrangère du pays. Défendre la liberté et la démocratie est présenté comme une responsabilité spirituelle. Cette articulation entre religion et politique se prolonge à travers la notion de « *destinée manifeste* », popularisée au 19^{ème} siècle par le journaliste John O'Sullivan¹⁰⁰. Ce concept repose sur l'idée que les États-Unis auraient reçu de la Providence une mission particulière : celle d'étendre leurs institutions, leurs valeurs et leur modèle politique à l'ensemble du continent nord-américain, voire au-delà. Dans cette logique, la conquête de l'Ouest, l'expulsion des populations amérindiennes ainsi que l'annexion de nouveaux territoires sont présentées comme les différentes étapes d'un dessein considéré comme légitime, voire providentiel¹⁰¹.

Dans le cas de l'Irak, Bush mobilise un registre moral et parfois explicitement biblique pour justifier son action. Dans son discours sur l'état de l'Union du 29 janvier 2002, il déclara : « Evil is real, and it must be opposed. Beyond all differences of race or creed, we are one country, mourning together and facing danger together. Deep in the American character, there is honor, and it is stronger than cynicism. And many have discovered again that even in tragedy - especially in tragedy - God is near¹⁰² ».

Dans ce même discours, il affirme que cette mission constitue à la fois une responsabilité et un privilège : « History has called America and our allies to action, and it is both our responsibility and our privilege to fight freedom's fight¹⁰³ ».

¹⁰⁰ O'Sullivan John, « Annexation », The United States Magazine and Democratic Review, vol. 17, 1845, sur la page https://publications.newberry.org/k12maps/module_14/images/o_sullivan.pdf

¹⁰¹ Balthazar Louis, « La politique étrangère des États-Unis : Fondements, acteurs, formulation, Presses de Sciences Po, 2022, p. 131

¹⁰² The White House, « President Delivers State of the Union Address », 29 janvier 2002, sur la page <https://georgewbush-whitehouse.archives.gov/news/releases/2002/01/20020129-11.html>

¹⁰³ Ibid.

Mais au-delà des paroles, cette dimension religieuse imprègne aussi son mode de gouvernance. Les réunions du Cabinet débutent régulièrement par une prière, et Bush lui-même affirme, avant même son accession à la présidence, croire que Dieu souhaite le voir accéder à cette fonction. Il se perçoit ainsi comme un instrument de la Providence, convaincu que l'Amérique elle-même agit au service d'un dessein supérieur. Lors d'une visite d'un centre de jeunesse chrétien à Dallas, dans l'État du Texas, le président aurait tenu ces paroles : « I feel like God wants me to run for President. I can't explain it, but I sense my country is going to need me. Something is going to happen... I know it won't be easy on me or my family, but God wants me to do it¹⁰⁴ ».

Au lendemain du 11 septembre, cette mission civilisatrice est réactivée et articulée autour d'une rhétorique mettant l'accent sur la guerre contre le terrorisme. Ici, l'ennemi est dépeint non seulement comme une menace sécuritaire, mais aussi comme un obstacle à la civilisation et à la liberté, en témoignent ces propos : « The enemies you confront will come to know your skill and bravery. The people you liberate will witness the honorable and decent spirit of the American military. In this conflict, America faces an enemy who has no regard for conventions of war or rules of morality. Saddam Hussein has placed Iraqi troops and equipment in civilian areas, attempting to use innocent men, women and children as shields for his own military - a final atrocity against his people¹⁰⁵ ».

¹⁰⁴ Harris Paul, « Bush says God chose him to lead his nation », The Guardian, 2 novembre 2003, sur la page <https://www.theguardian.com/world/2003/nov/02/usa.religion>

¹⁰⁵ The White House, « President Bush Addresses the Nation », 19 mars 2003, sur la page <https://georgewbush-whitehouse.archives.gov/news/releases/2003/03/20030319-17.html>

2. Le néoconservatisme

Les idées issues du néoconservatisme ont exercé une influence majeure sur le processus décisionnel de l'administration Bush. Leurs empreintes n'ont pas simplement orienté le débat mais ont contribué à redéfinir carrément les priorités du moment et à légitimer le recours à la force. Il nous semble donc indispensable de nous attarder un instant sur ce courant de pensée qui continue toujours d'influencer certains débats contemporains.

Tout d'abord, le néoconservatisme, contrairement à ce que son appellation pourrait laisser présager, ne tire pas son origine du conservatisme. Beaucoup de spécialistes seront d'accord pour dire qu'il est très difficile de définir correctement ce qu'est réellement le néoconservatisme. Martin Lipset dira que ce terme a été inventé pour ébranler les opposants politiques qui n'étaient pas heureux d'être décrits comme tel¹⁰⁶. Et comme certaines personnes tenant ouvertement des discours à caractère raciste n'aiment pas qu'on les qualifie de racistes, Velasco explique qu'il n'est pas rare que certaines personnes identifiées comme « néoconservatrices » rejettent une telle identification¹⁰⁷. D'un point de vue historique, le néoconservatisme trouve ses racines intellectuelles dans les années 1930-1940, au sein de la gauche états-unienne traditionnelle, souvent désignée sous le terme « *Old Left* ». Ce courant est alors fortement influencé par le trotskisme, une branche du marxisme développée par Léon Trotsky, qui s'oppose à la bureaucratie stalinienne et défend à la fois la démocratie ouvrière et l'expansion internationale de la révolution prolétarienne. Dans ce contexte, ces intellectuels de gauche soutiennent des politiques progressistes telles que le New Deal, mis en œuvre par Franklin Delano Roosevelt, ainsi que la lutte antifasciste et l'engagement syndical¹⁰⁸.

¹⁰⁶ Goldberg Jonah, « The Neoconservative Invention », National Review, 20 mai 2003.

¹⁰⁷ Velasco Jesus, « Neoconservatives in U.S. Foreign Policy under Ronald Reagan and George W. Bush : Voices behind the Throne », Woodrow Wilson Center Press, Washington, 2010, p. 17.

¹⁰⁸ Gueldry Michel, « Qu'est-ce que le néoconservatisme », Outre-Terre, vol. 4, n° 13, 2005, p. 58-61, sur la page <https://shs.cairn.info/revue-outre-terre1-2005-4-page-57>

Les années 1960 constituent un moment important dans l'évolution du néoconservatisme. Profondément idéalistes, de nombreux futurs néoconservateurs prennent progressivement leurs distances avec le Parti démocrate avant de se repositionner plus nettement à droite sur l'échiquier politique. Cette rupture s'explique en grande partie par trois phénomènes majeurs ayant marqué la décennie : la guerre du Vietnam, les révoltes étudiantes et l'essor de la *Nouvelle Gauche*. Les néoconservateurs se montrent particulièrement critiques à l'égard de cette dernière, qu'ils accusent de mener une véritable offensive contre les fondements culturels et moraux de la société. Face à ce qu'ils perçoivent comme une montée du relativisme moral, ils défendent la nécessité de réaffirmer des principes judéo-chrétiens fondés sur une distinction nette entre le bien et le mal. C'est dans ce contexte, au cours des années 1970, que plusieurs sensibilités intellectuelles et politiques finissent par converger pour donner naissance à ce qui sera progressivement désigné sous le nom de mouvement néoconservateur¹⁰⁹.

Dans les années 1980, cette nouvelle école de pensée trouve de nombreux soutiens dans l'administration de Ronald Reagan, grâce à ses actions anticomunistes. Plusieurs néoconservateurs obtiennent dans ce sens des postes très influents. La décennie 1990 marque une étape décisive dans l'institutionnalisation du néoconservatisme. En 1992, la rédaction de la *Defense Planning Guidance*, sous l'impulsion de Paul Wolfowitz et avec le soutien de Dick Cheney, constitue un moment fondateur. Ce document stratégique, initialement confidentiel, propose une réorientation majeure de la politique étrangère états-unienne. Ce document encourage explicitement l'adoption d'une posture hégémonique de leur pays. Les États-Unis ne doivent pas se contenter d'équilibrer les puissances concurrentes, mais doivent activement façonner un ordre international conforme à leurs intérêts. Cette ambition suppose, le cas échéant, un recours assumé à l'unilatéralisme, sans dépendre des cadres traditionnels que sont l'OTAN ou l'ONU.

¹⁰⁹ Hanff Jean-Louis, « L'influence des néoconservateurs dans la décision de l'administration Bush d'intervenir en Irak », Louvain-la-Neuve, Mémoire de master, UCL, 2016, p. 35-36.

Sur le plan théorique, cette période est également marquée par les travaux de Francis Fukuyama, notamment son ouvrage *The End of History and the Last Man*¹¹⁰, dans lequel il avance que la démocratie libérale occidentale constitue l'aboutissement de l'évolution idéologique de l'humanité. Ainsi, l'effondrement de l'URSS modifie profondément l'ordre mondial et renforce, aux yeux des néoconservateurs, la nécessité pour les États-Unis d'assumer pleinement leur rôle hégémonique. Dans cette perspective, ils défendent l'idée que les États-Unis doivent utiliser leur puissance politique et militaire pour promouvoir activement la démocratie, les droits de l'homme et le libre-échange à l'échelle globale. Ici, des alliances ne sont plus des cadres fixes, mais des instruments flexibles, mobilisés en fonction des objectifs stratégiques. Cette orientation sera pleinement visible sous la présidence de Bush (ou encore actuellement de Donald Trump).

Sans surprise, c'est sous l'administration Bush fils que l'influence du néoconservatisme atteint son apogée. Mais il est important cependant de rester prudent. En effet, comme l'indique Bruno Tertrais, aucun des cinq principaux responsables de la politique étrangère du pays (à savoir, Bush, Cheney, Rice, Powell et Rumsfeld) n'est à la base affilié à la mouvance néoconservatrice¹¹¹. Nous trouvons donc une grande influence de ces idées sur la politique étrangère, mais il ne faut pas penser que les idées néoconservatrices avaient le monopole du débat à penser.

¹¹⁰ Fukuyama Francis, « The End of History and the Last Man », Free Press, 1992.

¹¹¹ Tertrais Bruno, « Que reste-t-il du néoconservatisme ? », Critique internationale, vol. 4, n°25, 2004, p. 87, sur la page <https://shs.cairn.info/revue-critique-internationale-2004-4-page-9?tab=resume>

Chapitre 5 : Les modèles décisionnels dans l'administration Bush

Entre collégialité et hiérarchisation

Dans la continuité de notre recherche, il convient désormais de déplacer le regard vers un autre niveau d'analyse, tout aussi déterminant, celui du processus décisionnel. Comprendre les raisons ayant conduit à l'invasion de l'Irak en 2003 ne peut se limiter à l'étude des doctrines ou des intentions affichées. Il est essentiel d'examiner concrètement la manière dont la décision a été élaborée, débattue et parfois insuffisamment contestée au sein du pouvoir exécutif. Cette approche implique de s'intéresser au fonctionnement interne du *War Cabinet*. Loin d'un processus strictement rationnel et linéaire, la prise de décision apparaît comme le produit d'interactions complexes, marquées par des dynamiques de pouvoir et des biais cognitifs.

Tout d'abord, l'approche décisionnelle (*Foreign policy decision-making*) est un domaine de recherche qui a été particulièrement développé aux États-Unis, à partir de la fin de la Seconde Guerre mondiale. L'analyse décisionnelle se distingue des autres approches des relations internationales qui abordent le domaine de la politique étrangère. L'élément central de la réflexion se situe ici au niveau des décideurs et non pas à l'échelon de phénomènes plus larges. Ensuite, cette discipline se concentre davantage sur les processus de formulation de décisions et d'élaboration de la politique étrangère que sur les résultats de celle-ci¹¹². En se basant sur l'apport de plusieurs disciplines scientifiques (la science politique, la sociologie, la psychologie, l'histoire), elle aborde le processus de prise de décision au travers de différents angles d'approche : les acteurs institutionnels et non institutionnels, le comportement des personnes, la gestion de l'information, le déroulement des crises, ainsi que les questions des perceptions et de la culture¹¹³.

¹¹² Struye de Swielande Tanguy, « Foreign Policy Analysis », notes de cours, UCL, 2025.

¹¹³ Cohen Samy, « Décision, pouvoir et rationalité dans l'analyse de la politique étrangère », Chapitre 3, Les nouvelles relations internationales, Paris, Presses de Science Po, 1998.

L'auteur qui a le plus marqué le développement de l'analyse de la prise de décision est Graham Allison. Son ouvrage sur la crise des missiles de Cuba qui opposa, en 1962, les États-Unis et l'Union soviétique est un des plus célèbres de cette discipline. Si son étude a très largement été commentée, critiquée et améliorée, elle jette les fondations de l'examen de processus de décision au travers de plusieurs modèles théoriques. Lorsqu'on s'intéresse à notre cas pratique, comme le souligne David Mitchell¹¹⁴, au tout début du premier mandat, la présidence Bush débute avec une structure relativement décentralisée, comparable à celle de Jimmy Carter. Cependant, le système décisionnel tend à se formaliser et à se centraliser progressivement. Il évolue alors vers un modèle plus proche de celui de Ronald Reagan, voire, dans ses formes les plus rigides, de celui de Richard Nixon. En théorie, la structure décisionnelle autour de Bush semble collégiale. Les différents dispositifs décisionnels tels que le NSC, les départements ministériels et les agences de renseignement supposent des échanges ouverts et délibératifs.

Mais en pratique : « À la suite des événements provoqués par le 11 septembre, le centre de gravité de la prise de décision se déplace vers un petit groupe de décideurs, au cœur d'un cabinet de guerre, dont la collégialité semble le trait dominant¹¹⁵ ». Concrètement, le président privilégie un cercle restreint et homogène, constitué de conseillers loyaux, ceci à la fois pour garantir la confidentialité des échanges et pour maintenir une cohérence stratégique. Le problème avec ce mode d'organisation est qu'il est propice au développement d'un phénomène bien particulier, celui de la pensée groupale (groupthink). Théorisée par Irving Janis¹¹⁶, ce concept désigne la recherche à tout prix du consensus, même s'il faut mettre l'esprit critique de côté. Les membres du groupe ont alors tendance à adhérer à la décision perçue comme majoritaire, en donnant l'impression d'un accord unanime, alors même que certaines divergences n'ont pas été exprimées.

¹¹⁴ Mitchell David, « Making Foreign Policy : Presidential Management of the Decision-Making Process », Aldershot, Ashgate Publishing, 2005.

¹¹⁵ David Charles-Philippe, « Au sein de la Maison Blanche : De Truman à Obama, la formulation (imprévisible) de la politique étrangère des États-Unis (3^{ème} édition) », Paris, Les presses de Science Po, 2015, p. 788.

¹¹⁶ Badie Dina, « Groupthink, Iraq, and the War on Terror : Explaining US Policy Shift toward Iraq », Foreign Policy Analysis, vol. 6, n°4, 2010, p. 277-296, sur la page <https://www.jstor.org/stable/24909824>

Pour ce qui est de l'implication de Bush, cela reste assez ambigu. D'un côté, le président tend à s'impliquer davantage après les attentats. Il adopte alors une posture plus active, s'intéresse de près aux débats et n'hésite pas à interroger ses conseillers. Il veille également à ce que les options proposées soient en adéquation avec ses convictions profondes, notamment en matière de sécurité et de lutte contre le terrorisme. D'un autre côté, cette implication accrue ne s'accompagne pas nécessairement d'un contrôle centralisé strict du processus décisionnel¹¹⁷. Au contraire, Bush encourage, dans une certaine mesure, la mise en concurrence de ses conseillers, afin de faire émerger différentes options et d'obtenir une vision plus complète des enjeux. Ainsi, il déclara : « There's going to be disagreements. I hope there is disagreement, because I know that disagreement will be based upon solid thought¹¹⁸ ».

Comme nous l'avons expliqué précédemment, en raison de son expérience relativement limitée en politique étrangère et de son style de leadership souvent qualifié de « CEO Presidency¹¹⁹ », George Bush se concentre principalement sur la décision finale. Il préfère laisser le soin à ses conseillers de développer les plans et de les mettre en œuvre. Cette délégation renforce le rôle de certains membres sur d'autres, comme Cheney, Rumsfeld et Rice. De plus, une part importante du débat et de l'affrontement des positions se déroule en amont, souvent à distance directe du président. En pratique, cela attise généralement les rivalités inter-agences. On peut noter ici un paradoxe assez intéressant, c'est un militaire (Powell) qui dirigeait le Département d'État, tandis que c'est un civil (Rumsfeld) qui dirigeait le Pentagone.

¹¹⁷ David Charles-Philippe, « Au sein de la Maison Blanche : De Truman à Obama, la formulation (imprévisible) de la politique étrangère des États-Unis (3^{ème} édition) », Paris, Les presses de Science Po, 2015, p. 790.

¹¹⁸ Washington Post, « Transcript of President-elect Bush's News Conference Naming Donald Rumsfeld as His Nominee to Be Secretary of Defense », 28 décembre 2000.

¹¹⁹ Baker Peter, « The CEO Presidency », The Economist, 15 juin 2002, p. 34, sur la page <https://www.economist.com/special-report/2002/06/15/a-dragon-out-of-puff>

Cela nous amène au second problème de ce modèle décisionnel, la sélection biaisée de l'information. Dans toute prise de décision, il est important de recevoir des renseignements fiables, de qualité, et qui nous permettent d'avoir un regard éclairé sur la situation. Or, dans le contexte précédant l'intervention en Irak, c'est l'inverse qui se produit. L'information sera complètement réorientée et interprétée pour qu'elle aille dans un sens favorable à l'option militaire. Au sein du Pentagone, Wolfowitz et Rumsfeld décident de créer en septembre 2002 l'*Office of Special Plans* (OSP)¹²⁰. Ce mini département a pour mission de collecter, d'analyser et surtout de mettre en avant les renseignements susceptibles de confirmer l'existence d'une menace irakienne liée aux ADM. On comprend vite qu'un tel fonctionnement ne peut que favoriser auprès des décideurs une lecture sélective de la vérité. Les données allant dans le sens des convictions déjà présentes au sein de l'administration sont privilégiées, tandis que les éléments plus nuancés seront tout bonnement marginalisés, au détriment encore une fois de Powell.

On retrouve ici directement le biais de confirmation. Celui-ci est « une tendance, souvent inconsciente, à être trop favorable envers les informations qui confirment une hypothèse et ce, au détriment de celles qui la contredisent. Ce biais peut se produire de différentes manières. Lorsque l'information est conforme à notre hypothèse, on peut se la remémorer plus facilement [1] ou lui donner plus de poids que l'information qui la contredit. Les sources de l'information qui confirment l'hypothèse peuvent aussi subir un examen moins critique [2]. Ce biais peut survenir dans un contexte où on traite un sujet lié aux émotions, opinions ou croyances, mais aussi dans un contexte neutre où ces facteurs ne sont pas en jeu¹²¹ ».

¹²⁰ Ce bureau sera actif jusqu'en juin 2003.

¹²¹ Guide pratique des biais cognitifs, « Biais de confirmation », sur la page <https://www.shortcogs.com/biais/biais-de-confirmation>

Dans notre cas, ce processus aura beau jeu de renforcer la conviction que le régime de Saddam Hussein représente une menace imminente à neutraliser au plus vite. Le rejet du bien-fondé des rapports des inspecteurs de *l'Agence Internationale de l'Énergie Atomique* (AIEA) fin 2002, l'ignorance de certains rapports de la CIA ou de la DIA, et la survalorisation des sources de dissidents irakiens en exil, des renseignements israéliens ou d'une note des services secrets britanniques sur la possibilité d'ADM en Irak sont des exemples de cette sélection de l'information prise en compte pour décider de l'entrée en guerre des États-Unis¹²².

Enfin, le processus décisionnel est aussi fortement influencé par la politique interne du pays. Comme l'explique Barbara Farnham, une politique étrangère ne peut réellement être appliquée sans bénéficier d'un certain soutien sur le plan intérieur. Le président est ainsi amené à composer avec plusieurs acteurs, notamment l'opinion publique, les médias ainsi que le Congrès. L'élaboration d'une politique étrangère ne consiste pas uniquement à prendre une décision stratégique, mais suppose aussi un effort constant de justification et de persuasion auprès du public¹²³. Ici, l'administration Bush s'efforce d'orienter la manière dont la situation est perçue, en insistant particulièrement sur certains thèmes comme les ADM ou Al-Qaïda. En plaçant ces éléments dans le débat public, la Maison-Blanche entend peu à peu établir un climat propice à une intervention militaire. La communication devient ainsi très importante dans ce processus décisionnel.

¹²² Hanff Jean-Louis, « L'influence des néoconservateurs dans la décision de l'administration Bush d'intervenir en Irak », Louvain-la-Neuve, Mémoire de master, UCL, p. 56.

¹²³ Farnham Barbara, « Impact of Political Context on Foreign Policy Decision-Making », *Political Psychology*, vol. 25, n° 3, 2004, sur la page <https://www.jstor.org/stable/3792551>

Cette stratégie a ses avantages et inconvénients. D'une part, elle autorise les dirigeants à agir avec confiance, grâce à un sentiment de légitimité accru par le soutien moral de l'opinion publique. D'un autre côté, elle les pousse à réduire la réalité à une vision binaire du monde. Cette représentation en noir et blanc tend à simplifier les situations internationales et à fermer l'espace du débat. Cela n'est pas sans conséquence sur le processus décisionnel lui-même. En effet, en présentant la crise dans des termes aussi tranchés, elle peut enfermer les décideurs dans une trajectoire particulière. Les promesses publiques rendent donc plus onéreux, sur le plan politique, tout changement de direction ou toute interrogation des pistes examinées.

Au bout du compte, le constat dressé par John Burke est critique à l'égard de l'administration. Il n'y aurait pas eu de véritable débat au sein du processus décisionnel. Plus tard dans son autobiographie, Bush déclarera avoir beaucoup demandé des avis, écouté des opinions qui divergeaient et pris en compte des contre-arguments. Pourtant, pour beaucoup au sein de l'administration, la réunion du 15 septembre 2001 marque le dernier moment où toutes les options ont été débattues ensemble en présence du président¹²⁴. Par la suite, des questions pourtant essentielles, telles que la gestion de l'après-Saddam ou les modalités de reconstruction de l'État irakien, ne feront pas l'objet de débats réunissant l'ensemble des décideurs. Comme le souligne Charles-Philippe David, le modèle décisionnel de l'administration Bush constitue un cas particulier, à la croisée des approches hiérarchique et collégiale¹²⁵.

¹²⁴ Burke John, « Presidential Decision Making and the Iraq War : Cabinet, Councils, and Choices », *Foreign Policy Analysis*, vol. 3, n° 3, 2007, sur la page <https://www.jstor.org/stable/24909779>

¹²⁵ David Charles-Philippe, « Au sein de la Maison Blanche : De Truman à Obama, la formulation (imprévisible) de la politique étrangère des États-Unis (3^{ème} édition) », Paris, Les presses de Science Po, 2015, p. 820.

Chapitre 6 : Bush s'en va-t-en guerre¹²⁶

1. Les préparatifs de l'opération

Face au problème que représente le régime de Saddam Hussein, les États-Unis disposent, comme lors de la crise du Golfe de 1990-1991, d'un éventail relativement large d'options. Celles-ci peuvent être regroupées en quatre grandes catégories : le laisser-faire, la négociation, le containment et le recours à la force militaire. Si ces différentes alternatives existent en théorie, leur traitement par l'administration Bush apparaît inégal, voire biaisé dès les premières phases de réflexion. En effet, les deux premières options, le laissez-faire et la négociation, sont rapidement écartées, sans faire l'objet d'une véritable évaluation coûts/bénéfices¹²⁷. Le laisser-faire, entendu comme la poursuite du régime de sanctions et de surveillance mis en place sous les présidences de Bush père et de Bill Clinton, est perçu par la nouvelle administration non pas comme une solution, mais comme une partie du problème. Aux yeux de Washington, cette stratégie a précisément conduit à une impasse, laissant Saddam Hussein au pouvoir tout en affaiblissant la crédibilité états-unienne à l'international.

De même, l'option de la négociation ne semble pas avoir été sérieusement envisagée. Cela s'explique par le passé qu'il y a entre les deux pays. Pour le président et son entourage, Saddam Hussein reste un acteur irrationnel et non fiable, dont les engagements qu'il pourrait à l'avenir prendre ne sont pas crédibles. Toute solution diplomatique risque d'être vaine. Par contre, l'option du containment constitue une piste brièvement envisagée au début du mandat de Bush. Comme fait par son père, cette mesure aurait consisté à intensifier la pression sur le régime irakien par un durcissement des sanctions, un retour des inspecteurs de l'ONU et un soutien informel envers les formes d'opposition interne. Ce type de stratégie aurait pour avantage d'éviter les coûts humains et financiers d'une guerre ainsi que de préserver une certaine coopération internationale.

¹²⁶ Titre inspiré du livre de Bob Woodward, « Bush s'en va-t-en guerre », Gallimard, 2004.

¹²⁷ Lyphout Romain, « La politique étrangère américaine en Irak : de la guerre Iran-Irak à l'occupation sous les deux mandats de George Walker Bush », Louvain-la-Neuve, Mémoire de master, UCL, 2009, p. 28-31

Cependant, cette option comportait également des limites. D'une part, elle n'offrait aucune garantie quant à la chute du régime baasiste. D'autre part, les incertitudes liées à la présence éventuelle d'ADM persistaient. Enfin, l'efficacité d'un containment dépendait fortement de la coopération des autres acteurs internationaux, souvent fluctuante, et impliquait un horizon temporel long, difficilement compatible avec l'urgence sécuritaire ressentie après les attentats de 2001. En réalité, ces trois premières options apparaissent progressivement incompatibles avec les objectifs stratégiques plus larges de l'administration. Ces stratégies sont perçues comme défensives, alors que l'administration privilégie une approche offensive et transformative¹²⁸. Ainsi, bien qu'aucune décision formelle ne soit immédiatement prise au début de l'année 2002, l'évolution du discours officiel témoigne d'un basculement progressif vers l'option militaire. Dès les mois suivant les attentats, la rhétorique de Washington à l'égard de l'Irak se durcit sensiblement, et les discussions internes portent de plus en plus sur la planification d'une intervention. Ce tournant est affirmé dans le discours prononcé par George Bush le 1^{er} juin 2002 à West Point, dans lequel il remet explicitement en cause la validité des stratégies traditionnelles de dissuasion face aux nouvelles menaces :

« Deterrence, the promise of massive retaliation against nations, means nothing against shadowy terrorist networks with no nation or citizens to defend. Containment is not possible when unbalanced dictators with weapons of mass destruction can deliver those weapons on missiles or secretly provide them to terrorist allies. We cannot defend America and our friends by hoping for the best. We cannot put our faith in the word of tyrants who solemnly sign nonproliferation treaties and then systematically break them. If we wait for threats to fully materialize, we will have waited too long¹²⁹ ».

¹²⁸ De Hoop Scheffer Alexandra, « L'Irak : Une Amérique en quête de sens », *Politique américaine*, vol. 1, n°10, 2008, p73-77 sur la page <https://shs.cairn.info/revue-politique-americaine-2008-1-page-13?lang=fr>

¹²⁹ Bush George Walker, « President Bush Delivers Graduation Speech at West Point », New-York, 2002.

Ainsi, le recours à la force militaire s'est progressivement imposé comme la meilleure option à privilégier. Certes, celle-ci comporte aussi des risques importants : un enlisement dans un conflit prolongé comme au Vietnam, une dégradation des relations envers certains alliés et une perte de crédibilité, sans parler d'un risque de déstabilisation régionale. Néanmoins, ces nombreux risques sont vite contrebalancés par des bénéfices encore plus importants en cas de victoire : la fin définitive du régime baasiste, plus aucune menace d'ADM, diffusion de la démocratie dans la région et affirmation de l'hégémonie états-unienne dans le monde entier. Le chemin vers l'intervention militaire en Irak apparaît largement tracé.

C'est dans ce contexte que débute le 20 mars 2003 l'*Operation Iraqi Freedom* (OIF). Dès les premières heures, le commandement militaire mise sur la rapidité et la puissance numérique. Pour eux, l'objectif premier est de neutraliser tous les centres de commandement irakiens, ceci avant d'éviter une contre-attaque de leur part. Face à cette démonstration de force, l'armée irakienne, qui était encore fragilisée par une décennie de sanctions et d'isolement, n'est pas capable d'opposer une quelconque résistance. La chute de Bagdad, le 9 avril 2003, constitue l'aboutissement de cette offensive. L'entrée des forces états-uniennes dans la capitale marque l'effondrement du pouvoir baasiste et symbolise la victoire rapide de la coalition. Les images de la statue de Saddam Hussein déboulonnée sur la place Firdos deviennent l'illustration médiatique de ce succès militaire, renforçant l'idée d'une guerre brève et maîtrisée¹³⁰.

À ce stade, l'objectif central semble atteint avec une efficacité remarquable, confirmant la supériorité opérationnelle des États-Unis. Cependant, cette rapidité révèle rapidement ses limites. En privilégiant la vitesse d'exécution et la chute du régime, la coalition a largement sous-estimé les défis de l'après-guerre. C'est ce que nous allons voir dans les deux derniers points de cette analyse.

¹³⁰ Caplan Richard, Pouligny Béatrice, « Histoire et contradiction du state building », Critique internationale, vol. 3, n°28, p. 13, sur la page <https://shs.cairn.info/revue-critique-internationale-2005-3-page-123?lang=fr&tab=auteurs>

2. L'après-guerre

D'un point de vue militaire, l'opération *Iraqi Freedom* se distingue, dans sa phase initiale, par sa rapidité et son efficacité en apparence. La chute du régime de Saddam Hussein intervient en quelques semaines seulement tout en déjouant les scénarios les plus pessimistes. Cette victoire militaire tend alors à conforter le *War cabinet* qu'ils ont pris la bonne décision et que la transition politique qui doit suivre sera aussi favorable à leurs intérêts. Pourtant, plusieurs responsables avaient mis en garde contre les difficultés de l'après-guerre. Selon Bob Woodward, Powell aurait averti le président en déclarant : « You break it, you own it¹³¹ ».

En effet, la chute d'un régime n'est que la première étape d'une longue opération et ne signifie pas automatiquement la stabilisation de l'État en question. Cela implique au contraire une lourde responsabilité sur les épaules des décideurs, qui devront s'atteler à reconstruire le pays, que cela soit d'un point de vue politique, sécuritaire et institutionnel. Avec le recul, les travaux préparatoires de l'après-guerre semblent avoir été bâclés. Les divers plans conçus par le Pentagone pour la phase de stabilisation apparaissent incomplets, voire dans certains cas improvisés. Encore pire, les rivalités bureaucratiques entre le Département de la Défense et le Département d'État nuisent à la mise en place d'une stratégie cohérente sur la gestion de l'autorité pour la transition. Pour plus de clarté, en octobre 2003, le président choisit Rice et son conseiller Robert Blackwill pour diriger de manière plus centralisée et efficace la politique sur place¹³² (sans pour autant être sur le terrain).

¹³¹ Woodward Bob, « Plan of Attack », Simon & Schuster, 2004.

¹³² David Charles-Philippe, « Au sein de la Maison Blanche : De Truman à Obama, la formulation (imprévisible) de la politique étrangère des États-Unis (3^{ème} édition) », Paris, Les presses de Science Po, 2015, p. 899.

Malgré cet effort, on observe que les rivalités bureaucratiques n'ont pas cessé. Pire, l'absence d'une vision stratégique commune continue d'handicaper l'action sur place, avec son lot de soldats morts. Le NSC a du mal à imposer une ligne claire et à organiser un véritable processus interagences. Il y a eu que très peu de réunions consacrées à l'après-guerre, la première n'ayant eu lieu que le 21 février 2003. Pourtant, énormément de travaux prospectifs avaient été menés en amont, au Département d'État, à l'*United States Agency for International Development* (USAID) et dans divers think tanks civils et militaires. Mais malheureusement ces contributions n'ont jamais été vraiment intégrées dans le processus de décision. Les estimations relatives aux besoins en troupes illustrent aussi très bien les défaillances du processus décisionnel.

À la demande de Rice, des analyses comparatives, validées par la CIA, mettent en parallèle les opérations de stabilisation en Bosnie et au Kosovo, suggérant qu'entre 360 000 et 500 000 soldats seraient nécessaires pour assurer efficacement l'occupation de l'Irak. Le choix arrêté fut de 140 000, et certains se demandent encore aujourd'hui à quel moment ils pensaient que ce chiffre était rationnel¹³³. Certainement une volonté de Rumsfeld afin de privilégier une guerre légère pour ses troupes tout en comptant sur une nouvelle armée irakienne, formée par les États-Uniens, qui se chargerait de défendre son pays. Ce choix est pourtant critiqué avant même l'invasion. Notamment par le chef d'état-major de l'armée de terre qui évoque devant le Congrès la nécessité de déployer plusieurs centaines de milliers de soldats si on veut sécuriser durablement le pays¹³⁴. Mais cette estimation est vite désavouée par le *War Cabinet*, hors de question de s'affoler pour un petit régime comme celui de Hussein.

¹³³ David Charles-Philippe, « Au sein de la Maison Blanche : De Truman à Obama, la formulation (imprévisible) de la politique étrangère des États-Unis (3^{ème} édition) », Paris, Les presses de Science Po, 2015, p. 900.

¹³⁴ Ibid, 900.

Pourtant, les avertissements sur les risques de l'après-guerre en Irak furent nombreux. De nombreuses institutions comme le Commandement central des États-Unis, l'Institut d'études stratégiques de l'United States Army War College, certains analystes de la CIA, ainsi que le projet « *Future of Iraq* » du Département d'État, avaient prédit les probables scénarios si on ne changeait pas de cap. Les États-Unis pouvaient rapidement gagner une guerre conventionnelle, mais rencontreraient inévitablement de graves difficultés à stabiliser le pays. Comme nous le savons maintenant, ces avertissements furent largement écartés par les principaux décideurs de l'administration, malgré leur cohérence.

Dans les mois qui suivent l'invasion, la situation sécuritaire se dégrade rapidement. L'émergence d'insurrections et de guérillas contredit frontalement les anticipations initiales d'une libération accueillie favorablement par la population irakienne. Le général à la retraite Jay Garner est nommé, le 21 avril 2003, à la tête de l'*Office for Reconstruction and Humanitarian Assistance* (ORHA), avec pour mission de préparer la transition politique et de permettre une prise en main rapide du pays par les Irakiens¹³⁵. Toutefois, les conditions dans lesquelles cette mission lui est confiée compromettent d'emblée ses chances de succès. Désigné par Donald Rumsfeld et son adjoint Paul Wolfowitz, Garner ne dispose que de deux mois pour planifier l'après-guerre. Lui-même évoquera ce décalage : « Marshall had two years; I had two months¹³⁶ ».

¹³⁵ Il ne restera que quelques jours en place, puisque le 11 mai 2003, Paul Bremer le remplace.

¹³⁶ Gordon Michael, « HBO History Series with Jay Garner », Council on Foreign Relations, 2008, sur la page <https://www.cfr.org/event/hbo-history-makers-series-jay-garner>

Cette déconnexion entre expertise et décision se retrouve également au plus haut niveau de l'État. Le président Bush lui-même semble accorder peu d'attention à la planification de l'après-guerre. À la fin du mois de février 2003, « il ne sait d'ailleurs pas qui est Garner et ce qu'il fait, encore le 28 février, pas plus qu'il ne lui demande quels sont ses besoins et s'il est prêt à affronter la situation après la chute de Saddam Hussein¹³⁷ ». Son scénario repose sur une hypothèse optimiste : après la victoire militaire, l'armée états-unienne pourrait rapidement se retirer et laisser aux Irakiens la charge de reconstruire leur pays détruit par la force occupante. Au cours des réunions, qu'elles soient formelles ou informelles, qui se déroulent au début du mois de mars 2003, ni Garner ni ses principaux collaborateurs ne sont conviés à y prendre part. Cette exclusion prive les décideurs restés à Washington d'un retour direct du terrain.

Ce manque de préparation de l'après-guerre en Irak constitue une illustration particulièrement frappante des dérives cognitives qui peuvent affecter la prise de décision en politique étrangère, notamment ce que l'on peut qualifier de pensée magique et de prophéties autoréalisatrices. C'est-à-dire un « ensemble de croyances tenues pour acquises, mais reposant sur des bases empiriques fragiles, voire inexistantes, et qui finissent par orienter l'action politique au détriment d'une analyse rigoureuse de la réalité¹³⁸ ». À la veille de l'invasion, plusieurs responsables exprimèrent ainsi une confiance remarquable quant à l'accueil réservé aux forces armées. Ainsi, le vice-président affirme : « Je suis raisonnablement assuré que nous serons accueillis comme des libérateurs¹³⁹ ».

¹³⁷ David Charles-Philippe, « Au sein de la Maison Blanche : De Truman à Obama, la formulation (imprévisible) de la politique étrangère des États-Unis (3^{ème} édition) », Paris, Les presses de Science Po, 2015, p. 902.

¹³⁸ Mourey Mélody, « La pensée magique : l'irrationalité rationnelle », L'éléphant, 2018, sur la page <https://lelephant-larevue.fr/formats/tabula-rasa/pensee-magique-irrationalite-rationnelle/>

¹³⁹ David Charles-Philippe, « Au sein de la Maison Blanche : De Truman à Obama, la formulation (imprévisible) de la politique étrangère des États-Unis (3^{ème} édition) », Paris, Les presses de Science Po, 2015, p. 904

Dans le même ordre d'idées, Cheney assimile l'intervention militaire à la libération de Paris en 1944, comparaison lourdement historique mais très peu adaptée au cas de l'Irak. Ces représentations optimistes sont confortées aussi par des exilés irakiens qui entretiennent auprès de Bush l'idée d'un soutien populaire massif à l'intervention militaire. Condoleezza Rice affirme ainsi sa conviction que l'occupation de l'Irak pourrait reproduire le succès de l'Allemagne d'après 1945. Pour sa part, George Tenet dira : « Le postulat de travail du gouvernement des États-Unis était que l'occupation de l'Irak serait, tout comme celle de l'Allemagne, un pays à nos pieds que nous pourrions remodeler à notre guise¹⁴⁰ ».

¹⁴⁰ Ibid, 905.

3. Débaasification et chaos

En mai 2003, sous l'autorité de Paul Bremer, administrateur de la *Coalition Provisional Authority* (CPA), depuis qu'il a remplacé Jay Garner, deux décisions majeures seront prises : la politique de débaasification et la dissolution de l'armée irakienne. Tout d'abord, la débaasification constitue une tentative de purification politique du nouvel ordre irakien. On peut noter que le terme « débaasification » s'inscrit explicitement dans une filiation historique et conceptuelle avec celui de dénazification, mis en œuvre après la Seconde Guerre mondiale en Allemagne. À l'image de la dénazification qui visait à éliminer l'influence du parti nazi dans les institutions allemandes afin de refonder un État démocratique (qui fut en partie un échec, mais cela est un autre sujet), la débaasification entend purger le nouvel appareil étatique irakien de tous les membres du parti Baas. Cette politique se traduit par le renvoi immédiat de dizaines de milliers de fonctionnaires, d'enseignants, de cadres administratifs et de technocrates, dont beaucoup s'étaient ralliés au parti plus par opportunisme ou par nécessité professionnelle que par conviction idéologique¹⁴¹.

Tout d'abord, la débaasification crée un vide institutionnel en retirant à l'État irakien tous ses fonctionnaires et agents administratifs. L'appareil bureaucratique s'effondre soudainement en laissant derrière un sentiment d'injustice au sein de la population sunnite qui était historiquement liée à l'ancien régime. Parallèlement, la dissolution de l'armée irakienne constitue une décision encore plus radicale. La CPA émet en 2003 un décret stipulant que toutes les forces armées étaient dissoutes. Laissant sans emploi plusieurs centaines de milliers de soldats et d'officiers, et impactant leurs familles quand ils étaient les seuls à travailler. Les objectifs initiaux de ces deux mesures radicales étaient d'une part d'éviter que quelqu'un proche du régime, des généraux ou autres, arrive à rallier les militaires entre eux afin de se retourner contre les forces occupantes. D'autre part, ils voyaient aussi les deux décisions comme un recommencement à zéro. Ils voulaient faire table rase et reformer une armée plus loyale.

¹⁴¹ Benraad Myriam, « la guerre américain en Irak n'a pas été préparée », *Le Cavalier Bleu*, 2018, p. 99-101, sur la page <https://shs.cairn.info/l-irak-par-dela-toutes-les-guerres--9791031802893-page-97?lang=fr>

Pour autant, cette décision de dissoudre l'armée irakienne était vide de sens. Bien qu'elle fût liée au régime baasiste, elle représentait aussi une des seules institutions capables d'assurer au minimum l'ordre dans le pays. Avec sa disparition, on a vu apparaître le pillage, le chaos et la montée des violences. Les effets combinés de ces deux mesures sont énormes. D'un côté, la débaasification a désorganisé l'administration régalienne (qui peinait déjà à effectuer son travail dans certaines régions du pays), mais de l'autre côté, la dissolution de l'armée a contribué à une montée de l'insurrection armée contre les forces d'occupation. Ils pensaient détruire les (faux) liens qu'avait le régime baasiste avec Al-Qaïda, mais avec ces deux décisions, ils ont permis la création d'une nouvelle branche de ce réseau sur place¹⁴². Avec pour chef, Abu Musab al-Zarqawi, ils n'ont pas dû aller bien loin pour recruter des membres puisqu'ils avaient devant eux des centaines de milliers de militaires, policiers, fonctionnaires, et autres démunis qui étaient prêts à tout faire pour chasser l'occupant et nourrir leurs familles. Cette branche irakienne d'Al-Qaïda sera malheureusement à l'origine de Daesh.

En réponse à cette situation, une première tentative de structuration plus cohérente de la transition politique apparaît à l'automne 2003. Par la suite, il y a l'adoption d'une constitution intérimaire en 2004, l'organisation d'élections, le rétablissement de la souveraineté irakienne en juin 2004, puis l'élaboration d'une constitution permanente et l'organisation d'élections générales en 2005. Ce processus est, en partie, entériné par la résolution 1546 du Conseil de sécurité des Nations Unies, votée en juin 2004, qui reconnaît le gouvernement intérimaire irakien, et permet la présence d'une force multinationale pour assurer la sécurité durant cette période de transition. Mais cela à quel prix ?

¹⁴² Benraad Myriam, « la guerre américain en Irak n'a pas été préparée », Le Cavalier Bleu, 2018, p. 105, sur la page <https://shs.cairn.info/l-irak-par-dela-toutes-les-guerres--9791031802893-page-97?lang=fr>

Conclusion

« (...) The decision of one man to launch a wholly unjustified and brutal invasion of Iraq. I mean, Ukraine. Iraq too, anyway¹⁴³ ».

Ce lapsus prononcé, en 2022, par l'ancien président George Walker Bush peut prêter à sourire, mais il apparaît également révélateur à bien des égards. S'il serait excessif d'y voir un aveu explicite de son erreur, cette confusion involontaire rappelle néanmoins le caractère profondément controversé de l'opération, même 23 ans plus tard. Dans ses mémoires publiés en 2010, Bush reconnaît d'ailleurs certaines fautes commises durant l'occupation, notamment la dissolution de l'armée irakienne. Toutefois, malgré ces critiques rétrospectives, il continue de défendre la décision initiale d'envahir le pays¹⁴⁴.

Au cours de ce mémoire, nous avons montré que l'intervention militaire en Irak ne pouvait être comprise sans prendre en compte la multiplicité des facteurs qui ont façonné le processus décisionnel états-unien. La complexité du contexte international à l'époque, son héritage, le traumatisme du 11 septembre, les considérations stratégiques propres au Moyen-Orient, les dimensions idéologiques et les biais cognitifs qui ont aveuglé pendant des années les décideurs de l'exécutif. Autant de paramètres qui démontrent que, si l'un d'entre eux avait été différent, le cours des événements aurait sans doute pu être profondément modifié, telle la citation de Blaise Pascal : « Le nez de Cléopâtre, s'il eût été plus court, toute la face de la terre aurait changé¹⁴⁵ ».

¹⁴³ AP, « George W. Bush confuses Iraq with Ukraine in gaffe », AP Newsroom, 19 mai 2022, sur la page <https://newsroom.ap.org/editorial-photos-videos/detail?itemid=9bf2f53ffa06474eadf15d1c090959c9&mediatype=video&source=youtube>

¹⁴⁴ Ibid.

¹⁴⁵ Pascal Blaise, « Œuvres complètes », Hachette, 1871, tome 1, article 6, pensée n°46, p. 281, sur la page https://fr.wikisource.org/wiki/Page%3AŒuvres_complètes_de_Blaise_Pascal_Hachette_1871%2C_vol1.djvu/303

Ce travail a également mis en évidence l'importance du facteur humain dans l'élaboration de la politique étrangère. Le style décisionnel de George Bush, marqué par une forte délégation du travail préparatoire à un cercle restreint de conseillers, a favorisé l'influence de personnalités particulièrement puissantes au sein du *War Cabinet*. Des acteurs comme Dick Cheney, Donald Rumsfeld ou encore Paul Wolfowitz ont joué un rôle central dans la construction de la menace irakienne et dans la promotion d'une réponse militaire. À travers leurs convictions idéologiques et leurs réseaux d'influence, ils ont contribué à faire évoluer l'administration Bush vers une logique coercitive.

Pourtant, si l'intervention militaire de 2003 permit le renversement rapide du régime baasiste, elle révéla également les limites d'une intervention militaire. Loin d'avoir retenu les leçons de la guerre du Vietnam (1955-1975) ou de l'invasion de l'Afghanistan par l'URSS en 1979, l'après-guerre démontra rapidement le décalage entre les ambitions affichées par les *Vulcains* et les réalités sur le terrain. La dissolution de l'armée irakienne, la politique de débaasification ainsi que l'absence de véritable planification pour l'après-conflit contribuèrent à l'effondrement des structures étatiques, à l'émergence d'une insurrection armée et à une déstabilisation durable de la région, dont les pays voisins subissent encore aujourd'hui les conséquences.

Au total, entre 2003 et 2011 (date du retrait des troupes par Obama), plus de 1 500 000 soldats états-uniens furent déployés au Moyen-Orient¹⁴⁶. Les États-Unis perdirent 4 418 soldats et eurent 31 994 blessés physiques¹⁴⁷, sans parler des dizaines de milliers d'autres qui ont continué à souffrir de stress post-traumatique (PTSD en anglais). Au final, plus de 23 ans après le début de l'intervention, la guerre d'Irak continue d'influencer profondément les relations internationales contemporaines. Elle a durablement affecté l'image des États-Unis sur la scène mondiale, fragilisé la confiance envers les interventions occidentales et alimenté de nombreux débats sur la légitimité de l'usage de la force. Puisse les futurs décideurs en prendre pleinement conscience car « ceux qui ne peuvent se souvenir du passé sont condamnés à le répéter¹⁴⁸ ».

¹⁴⁶ Veterans of Foreign Wars, « VFW Honors America's Iraq War Veterans », 14 décembre 2023, sur la page <https://www.vfw.org/media-and-events/latest-releases/archives/2023/12/vfw-honors-americas-iraq-war-veterans>

¹⁴⁷ Defense Casualty Analysis System, « U.S. Military Casualties – Operation Iraqi Freedom (OIF) », actualisé le 27 mai 2026, sur la page <https://dcas.dmdc.osd.mil/dcas/app/conflictCasualties/oif/byCategory>

¹⁴⁸ Citation de George Santayana

Bibliographie

Ouvrages :

Burns James McGregor, « Leadership », New-York, Harper Collins, 1978.

Bichara Khader, « Le monde arabe expliqué à l'Europe », Paris, Academia, 2009.

David Charles-Philippe, « Au sein de la Maison Blanche : De Truman à Obama, la formulation (imprévisible) de la politique étrangère des États-Unis (3^{ème} édition) », Paris, Les presses de Science Po, 2015.

David Charles-Philippe, « La Politique étrangère de Bush : formulation et décision », IFRI, 2005.

Fukuyama Francis, « The End of History and the Last Man », Free Press, 1992.

Guisnel Jean, « Bush contre Saddam. L'Irak, les faucons et la guerre », Paris, La Découverte, 2003.

Goldberg Jonah, « The Neoconservative Invention », National Review, 2003.

Gurtov Melvin, « Superpower on crusade : The Bush Doctrine in US Foreign Policy », London, Lynne Rienner, 2006.

Heilbrunn Jacob, « They know they were right : The rise of the Neocons », Doubleday, 2008.

Janis Irving Lester, Mann Leon, « Decision-Making : A psychological Analysis of Conflict, Choice and Commitment », New-York, The Free Press, 1977.

Mann James, « Rise of the Vulcans : The History of Bush's War Cabinet », Viking Adult, 2004.

Mitchell David, « Making Foreign Policy : Presidential Management of the Decision-Making Process », Aldershot, Ashgate Publishing, 2005.

Preston Thomas, « The President and His Inner Circle : Leadership Style and the Advisory Process in Foreign Affairs », New-York, Columbia University Press.

Pascal Blaise, « Œuvres complètes », Hachette, 187.

Struye de Swielande Tanguy, « La politique étrangère de l'administration Bush : Analyse de la prise de décision, » Bruxelles, Peter Lang, 2007.

Struye de Swielande Tanguy, « La politique étrangère américaine après la guerre froide et les défis asymétriques », Presses universitaires de Louvain, Louvain-la-Neuve, 2003.

Velasco Jesus, « Neoconservatives in U.S. Foreign Policy under Ronald Reagan and George W. Bush : Voices behind the Throne », Woodrow Wilson Center Press, Washington, 2010.

Woodward Bob, « Bush s'en va-t-en guerre (version anglaise) », Paris, Gallimard, 2004.

Woodward Bob, « Plan of Attack », Simon & Schuster, 2004.

Ouvrages collectifs :

Baranets Élie, Quessard Maud, « 11-septembre : Les leçons géopolitiques, 22 ans après », Institut des hautes études de défense nationale, 10 septembre 2023, sur la page <https://ihedn.fr/lundis-de-lihedn/11-septembre-les-lecons-geopolitiques-22-ans-apres/>

Badie Dina, « Groupthink, Iraq, and the War on Terror : Explaining US Policy Shift toward Iraq », Foreign Policy Analysis, vol. 6, n°4, 2010, p. 277-296, sur la page <https://www.jstor.org/stable/24909824>

Benraad Myriam, « la guerre américain en Irak n'a pas été préparée », Le Cavalier Bleu, 2018, p. 99-101, sur la page <https://shs.cairn.info/l-irak-par-dela-toutes-les-guerres--9791031802893-page-97?lang=fr>

Burke John, « Presidential Decision Making and the Iraq War : Cabinet, Councils, and Choices », Foreign Policy Analysis, vol. 3, n° 3, 2007, sur la page <https://www.jstor.org/stable/24909779>

Cohen Samy, « Décision, pouvoir et rationalité dans l'analyse de la politique étrangère », Chapitre 3, Les nouvelles relations internationales, Paris, Presses de Science Po, 1998, sur la page https://shs.cairn.info/article/SCPO_SMOUT_1998_01_0075?tab=premieres-lignes

Caplan Richard, Pouligny Béatrice, « Histoire et contradiction du state building », Critique internationale, vol. 3, n°28, p. 13, sur la page <https://shs.cairn.info/revue-critique-internationale-2005-3-page-123?lang=fr&tab=auteurs>

David Charles-Philippe, Balthazar Louis, Vaïsse Justin, « La politique étrangère des États-Unis : Fondements, acteurs, formulation », Presses de Sciences Po, 2022, sur la page <https://shs.cairn.info/politique-etrangere-des-etats-unis--9782724616507?lang=fr>

De Hoop Scheffer Alexandra, « Les États-Unis en Irak : les errances du regime change », Politique étrangère, vol. 3, 2011, p. 563, sur la page <https://shs.cairn.info/revue-politique-etrangere-2011-3-page-559?lang=fr&tab=resume>

De Hoop Scheffer Alexandra, « L'Irak : Une Amérique en quête de sens », Politique américaine, vol. 1, n°10, 2008, p73-77, sur la page <https://shs.cairn.info/revue-politique-americaine-2008-1-page-13?lang=fr>

De Rose François, « La politique de Donald Rumsfeld », Commentaires, vol. 2, n° 98, sur la page <https://shs.cairn.info/revue-commentaire-2002-2-page-311>

Gounin Yves, « Le diplomate et l'intrus », Politique étrangère, vol. 2, 2008, p. 282, sur la page <https://shs.cairn.info/revue-politique-etrangere-2008-2-page-I?lang=fr&tab=texte-integral>

Gueldry Michel, « Qu'est-ce que le néoconservatisme », Outre-Terre, vol. 4, n° 13, 2005, p. 58-61, sur la page <https://shs.cairn.info/revue-outre-terre1-2005-4-page-57>

Farnham Barbara, « Impact of Political Context on Foreign Policy Decision-Making », Political Psychology, vol. 25, n° 3, 2004, sur la page <https://www.jstor.org/stable/3792551>

Hoare George, Sperber Nathan, « Chapitre 5 : L'hégémonie », Introduction à Antonio Gramsci, La Découverte, 2013, sur la page <https://shs.cairn.info/introduction-a-antonio-gramsci--9782707170101-page-93?lang=fr>

Heilbrunn Jacob, « Condoleezza Rice : George W.'s Realist », World Policy Journal, vol. 16, n° 4, p. 50-51, sur la page <https://library.fes.de/libalt/journals/swetsfulltext/16531726.pdf>

Jervis Robert, « Understanding the Bush Doctrine », Political Science Quarterly, Vol. 118, No. 3, 2003, sur la page <https://academic.oup.com/psq/article-abstract/118/3/365/6962891?redirectedFrom=fulltext>

Kefala Paraskevi, « L'opération Liberté pour l'Irak et ses conséquences sur la sécurité et la stabilité regionals », Études helléniques, 2006, sur la page <https://ejournals.lib.uoc.gr/hellst/article/view/703/618>

Mearsheimer John, « Hans Morgenthau and the Iraq War : Realism versus neo-conservatism », Open Democracy, 2005, sur la page <https://www.mearsheimer.com/wp-content/uploads/2019/07/A0037.pdf>

Mearsheimer John, Walt Stephen, « Le lobby pro-israélien et la politique étrangère américaine », Paris, La découverte, 2007.

Nye Joseph Samuel junior, « Transformational Leadership and U.S. Grand Strategy », Council on Foreign Relations, vol. 85, n°4, 2006, sur la page <https://www.foreignaffairs.com/articles/2006-07-01/transformational-leadership-and-us-grand-strategy>

Noel Pierre, « La Doctrine Bush et la sécurité pétrolière », Politique étrangère, vol. 2, 2006, sur la page <https://shs.cairn.info/revue-politique-etrangere-2006-2?lang=fr>

O'Sullivan John, « Annexation », The United States Magazine and Democratic Review, vol. 17, 1845, sur la page https://publications.newberry.org/k12maps/module_14/images/o_sullivan.pdf

Pautet Arnaud, « 11 septembre 2001. Les attentats de New-York et Washington », Histoire du Monde contemporain, 2019, sur la page <https://shs.cairn.info/histoire-du-monde-contemporain-9782746751095-page-264?lang=fr>

Roosens Claude, Rosoux Valérie, De Wilde d'Estmael Tanguy (sous la direction de), « La politique étrangère : Le modèle classique à l'épreuve », Bruxelles, Peter Lang, 2004.

Taheri Amir, « George Bush et l'axe du mal », Politique internationale, n°96, 2002, sur la page <https://politiqueinternationale.com/revue/n96/article/george-bush-et-laxe-du-mal>

Tertrais Bruno, « Que reste-t-il du néoconservatisme ? », Critique internationale, vol. 4, n°25, 2004, p. 87, sur la page <https://shs.cairn.info/revue-critique-internationale-2004-4-page-9?tab=resume>

Vaïsse Justin, « La nouvelle politique étrangère américaine », Politique internationale, n°99, 2003, sur la page <https://www.brookings.edu/wp-content/uploads/2016/06/vaisse20030501.pdf>

Page internet :

AP, « George W. Bush confuses Iraq with Ukraine in gaffe », AP Newsroom, 19 mai 2022, sur la page <https://newsroom.ap.org/editorial-photos-videos/detail?itemid=9bf2f53ffa06474eadf15d1c090959c9&mediatype=video&source=youtu.be>

AP, « Self-Deprecating Bush Talks to Yale Grads », Fox News, 21 mai 2001, sur la page <https://www.foxnews.com/story/self-deprecating-bush-talks-to-yale-grads>

AFP, « Le Pentagone avoue discrètement qu'il n'y avait pas de lien entre Saddam Hussein et Al-Qaïda », Le Monde, 13 mars 2008, sur la page https://www.lemonde.fr/ameriques/article/2008/03/13/le-pentagone-avoue-discretement-qu-il-n-y-avait-pas-de-lien-entre-saddam-hussein-et-al-qaida_1022696_3222.html

AFP, « Paul Wolfowitz accepte finalement de démissionner de la présidence de la Banque Mondiale », Le Monde, 18 mai 2007, sur la page https://www.lemonde.fr/international/article/2007/05/18/paul-wolfowitz-accepte-de-demissionner-de-la-presidence-de-la-banque-mondiale_911668_3210.html

Allen Mike, « Management Style Shows Weaknesses », Washington Post, 2 juin 2004, sur la page <https://onlinelibrary.wiley.com/doi/full/10.1111/j.1540-6210.2006.00691.x>

Bacharan Nicole, « On l'appelait George Bush... junior », L'Histoire, février 2004, sur la page <https://www.lhistoire.fr/on-l-appelait-george-bush-junior>

Bush George Walker, « President Bush Delivers Graduation Speech at West Point », New-York, 1 juin 2002, sur la page <https://millercenter.org/the-presidency/presidential-speeches/june-1-2002-graduation-speech-west-point>

Bush George Walker, « National Edowment for Democracy Address on the Middle East », American Rhetoric, 6 novembre 2003, sur la page <https://www.americanrhetoric.com/speeches/gwbushnationaldendowmentdemocracy2003.htm>

Baker Peter, « The CEO Presidency », The Economist, 15 juin 2002, p. 34, sur la page <https://www.economist.com/special-report/2002/06/15/a-dragon-out-of-puff>

Guide pratique des biais cognitifs, « Biais de confirmation », sur la page <https://www.shortcogs.com/biais/biais-de-confirmation>

Braudo Serge, « Définition de Préemption », Dictionnaire du droit privé, sur la page <https://www.dictionnaire-juridique.com/definition/preemption.php>

Collins Shannon, « Desert Storm : A Look Back », U.S. Department of War, 16 février 2026, sur la page <https://www.war.gov/News/Feature-Stories/story/Article/1728715/desert-storm-a-look-back/>

Commision on Presidential Debates, « October 11, 2000 Debate Transcript », 11 octobre 2000, sur la page <https://www.debates.org/voter-education/debate-transcripts/october-11-2000-debate-transcript/>

Carnes Tony, « A presidential Hopeful Progress. The spiritual journey of George W. Bush starts in hardscrabble west Texas. Will the White House be his next stop ? », Christianity Today, 5 septembre 2000, sur la page <https://www.christianitytoday.com/2000/10/burning-bush-from-texas/>

Communiqué de Presse « 1997 : Les situations politiques et humanitaires en Afrique demeurent au centre des préoccupations du Conseil de Sécurité », Nations Unies, 8 janvier 1998, sur la page <https://press.un.org/fr/1998/19980108.cs889.html>

De Villepin Dominique, « Discours au Conseil de sécurité des Nations Unies », Le Mouvement, 14 février 2003, sur la page <https://lemouvement.net/wp-content/uploads/2023/01/Discours-de-Villepin.pdf>

Defense Casualty Analysis System, « U.S. Military Casualties – Operation Iraqi Freedom (OIF) », actualisé le 27 mai 2026, sur la page <https://dcas.dmdc.osd.mil/dcas/app/conflictCasualties/oif/byCategory>

Gordon Michael, « HBO History Series with Jay Garner », Council on Foreign Relations, 2008, sur la page <https://www.cfr.org/event/hbo-history-makers-series-jay-garner>

Helfont Samuel, « Comment la guerre du Golfe (1991) a façonné le nouveau monde », Revue Conflits, 24 mars 2021, sur la page <https://www.revueconflits.com/comment-la-guerre-du-golfe-1991-a-faconne-le-nouveau-monde-tnsr/>

La rédaction, « President Dawes », Times, 14 décembre 1924, sur la page <https://time.com/archive/6663508/the-presidency-the-white-house-week-jul-14-1924/>

Lemann Nicholas, « Without a Doubt », The New Yorker, octobre 2002, p. 167.

Makarem May, « Bouclier du désert : 200.000 soldats, 1200 chars et 760 avions », L'Orient-Le-Jour, 31 juillet 2000, sur la page https://www.lorientlejour.com/article/426553/Bouclier_du_desert_%253A_200.000_soldats%252C_1200_chars_et_760_avions.html

Mourey Mélody, « La pensée magique : l'irrationalité rationnelle », L'éléphant, 2018, sur la page <https://lelephant-larevue.fr/formats/tabula-rasa/pensee-magique-irrationalite-rationnelle/>

Nordmann Charles, « 22 septembre 1980 : L'Irak de Saddam Hussein attaque l'Iran », Revue des deux mondes, 22 septembre 2016, sur la page <https://www.revuedesdeuxmondes.fr/22-septembre-1980-lirak-de-saddam-hussein-attaque-liran/>

Nordmann François, « Le retour du containment contre la Russie », Le Temps, 28 avril 2014, sur la page <https://www.letemps.ch/opinions/retour-containment-contre-russie?srsltid=AfmBOooIMcQmHNbpMYqLWVQVLavyv44CFKLot041yumpKCCm3CVHIBAT>

Nadeau Jean-Benoît, « Traduire, c'est trahir ? », L'actualité, 18 novembre 2020, sur la page <https://lactualite.com/societe/traduire-cest-trahir/>

Reygada Luis, « Bagdad expulse les américains de l'UNSCOM », L'Humanité, 30 octobre 1997, sur la page <https://www.humanite.fr/-/-/bagdad-expulse-les-americaains-de-lunscm>

Rumsfeld Donald, « Chain of Command memo », 2 décembre 2002, sur la page <https://share.google/MFJaopN4uDE6naUr8>

Roach David, « George W. Bush : Billy Graham changed my life », Baptist Press, 26 février 2018, sur la page <https://www.baptistpress.com/resource-library/news/george-w-bush-billy-graham-changed-my-life/>

Sacleux Arnaud, « Anthrax : L'affaire des enveloppes contaminées au bacille de charbon », National Geographic, 12 janvier 2022, sur la page <https://www.nationalgeographic.fr/histoire/anthrax-laffaire-des-enveloppes-contaminees-au-bacille-de-charbon>

Solans Gabriel, « Dick Cheney, une vie marquée par l'apogée et le crépuscule du néoconservatisme », Conflits, 27 novembre 2025, sur la page <https://www.revueconflits.com/dick-cheney-une-vie-marquee-par-lapogee-et-le-crepuscule-du-neoconservatisme/>

Suskind Ron, « Without a doubt », The Washington Post, 3 octobre 2004, sur la page https://www.yorku.ca/fodden/xanada/nytimes_without_a_doubt.pdf

Statista, « Share of electoral college and popular votes in the 54th US presidential election in 2000 », 2026, sur la page <https://www.statista.com/statistics/1056684/distribution-votes-2000-us-presidential-election/>

The White House, « President George Bush Discusses Iraq in National Press Conference », 6 mars 2003, sur la page <https://georgewbush-whitehouse.archives.gov/news/releases/2003/03/20030306-8.html>

The White House, « President Delivers State of the Union Address », 29 janvier 2002, sur la page <https://georgewbush-whitehouse.archives.gov/news/releases/2002/01/20020129-11.html>

Washington Post, « Transcript of President-elect Bush's News Conference Naming Donald Rumsfeld as His Nominee to Be Secretary of Defense », 28 décembre 2000.

Veterans of Foreign Wars, « VFW Honors America's Iraq War Veterans », 14 décembre 2023, sur la page <https://www.vfw.org/media-and-events/latest-releases/archives/2023/12/vfw-honors-americas-iraq-war-veterans>

Worldometer « Réserves de pétrole par pays », 2025, sur la page https://www.worldometers.info/fr/petrole/reserves-petrole-par-pays/#google_vignette

Publications officielles :

Central Intelligence Agency, « Comprehensive report of the Special Advisor to the DCI on Iraq's WMD (Duelfer Report) », Washington, 2004, sur la page <https://www.govinfo.gov/app/details/GPO-DUELFERREPORT/context>

Organisation des Nations Unies, « Résolution 660 », 6 août 1990, sur la page [https://docs.un.org/fr/S/RES/660\(1990\)](https://docs.un.org/fr/S/RES/660(1990))

Organisation des Nations Unies, « Résolution 678 », 29 novembre 1990, sur la page [https://docs.un.org/fr/S/RES/678\(1990\)](https://docs.un.org/fr/S/RES/678(1990))

Feickert Andrew, « U.S. military operations in the Global War on Terrorism: Afghanistan, Africa, the Philippines, and Colombia », Congressional Research Service, Library of Congress, 4 février 2005, sur la page https://www.everycrsreport.com/files/20050204_RL32758_4791bcc63ed04c6773a565bac21626f7618d549b.pdf

Project for a New American Century, « Letter to President Bush on the War on Terrorism », 20 septembre 2001, sur la page https://militarist-monitor.org/images/uploads/PNAC_Letter_to_President_Bush_on_the_War_on_Terrorism.pdf

The White House, « The National Security Strategy of the United States of America », 2002, sur la page <https://georgewbush-whitehouse.archives.gov/nsc/nss/2002/>

The White House, « The National Security Strategy of the United States of America », 2006, sur la page <https://georgewbush-whitehouse.archives.gov/nsc/nss/2006/>

Secretary of Defense, « Defense Planning Guidance », 1992, sur la page <https://www.archives.gov/files/declassification/iscap/pdf/2008-003-docs1-12.pdf>

Mémoires académiques :

Cocle, Gauthier, « La politique américaine envers l'Irak : Mise en perspective de la guerre du Golfe (1991) et de la guerre d'Irak (2003) », Louvain-la-Neuve, Mémoire de master, UCL, 2008.

Hanff Jean-Louis, « L'influence des néoconservateurs dans la décision de l'administration Bush d'intervenir en Irak », Louvain-la-Neuve, Mémoire de master, UCL, 2016.

Reckinger Matthieu, « La politique étrangère américaine, entre fondamentalisme et pragmatisme : analyse de l'influence des convictions religieuses du président George W. Bush sur le déclenchement de la guerre en Irak (2003) », Louvain-la-Neuve, Mémoire de master, UCL, 2005.

Lyphout Romain, « La politique étrangère américaine en Irak : de la guerre Iran-Irak à l'occupation sous les deux mandats de George Walker Bush », Louvain-la-Neuve, Mémoire de master, UCL, 2009, p. 28-31

Notes de cours :

Aït-Chaalal Amine, « Politique étrangère des États-Unis », notes de cours, UCL, Louvain-la-Neuve, UCL, 2025.

Struye de Swielande Tanguy, « Foreign Policy Analysis », notes de cours, UCL, Louvain-la-Neuve, 2025.

Résumé :

Le 20 mars 2003, les États-Unis envahissent l'Irak au nom de la lutte contre les armes de destruction massive, le terrorisme et la promotion de la démocratie. Quelques semaines suffisent pour renverser le régime baasiste de Saddam Hussein, mais ce qui devait être une démonstration de puissance se transforme rapidement en l'un des plus grands échecs stratégiques de la politique étrangère états-unienne. Comment une grande puissance mondiale a-t-elle pu remporter la guerre tout en perdant la paix ?

À travers l'étude de la présidence de George Walker Bush, de son entourage décisionnel et des idéologies qui ont façonné sa vision du monde, ce mémoire s'interroge sur les raisons qui ont conduit à l'*Operation Iraqi Freedom*. Du traumatisme du 11 septembre 2001 aux débats internes du *War Cabinet*, en passant par l'influence du néoconservatisme et de l'exceptionnalisme de la nation, ce travail met en lumière les perceptions, les croyances et les rapports de force qui ont orienté la décision d'envahir militairement l'Irak.

Mots-clés : Irak, États-Unis, Operation Iraqi Freedom, Néoconservatisme, Influence